

À Goma, des bombes visent nos avions militaires

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989
N°1603 | LUNDI 19 FÉVRIER 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Seule la force fait face à la force



Que les Congolais en soient convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent au pays. Mettons en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

À Goma, des bombes visent nos avions militaires en plein sommet de l'UA

Le Rwanda est-il désormais décidé d'en finir avec le Congo? Kigali est-il en train de monter, comme jamais à ce jour, la pression sur Kinshasa et, particulièrement, sur le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Des déclarations faites récemment et publiquement par le président rwandais contre le Congo et le Burundi sont-elles en train d'être appliquées ? Les responsables politiques congolais en sont à se poser mille questions.

Samedi à 02.00' du matin, l'aéroport international de Goma a été la cible d'au moins une «bombe», ont rapporté les médias citant des sources aéroportuaire et administrative. Dans une déclaration, les FARDC ont mis en cause «des drones d'attaque de l'armée rwandaise (qui) ont visé les aéronaves des Forces armées» (FARDC), a indiqué le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike, porte-parole de l'armée pour le Nord-Kivu, dans une vidéo diffusée par le service de communication du gouverneur. «Les aéronaves des FARDC n'ont pas été touchés», mais ce sont «plutôt les avions civils qui ont été endommagés», a-t-il ajouté. Dans la vidéo, le porte-parole militaire n'a pas précisé combien d'avions avaient été endommagés, ni combien de projectiles avaient été tirés. «Dans la nuit, à 02.00' du matin (01:00' à Kinshasa), les drones d'attaque de l'armée rwandaise, qui ont bien évidemment quitté le territoire rwandais, ont violé les limites territoriales» du Congo, a déclaré le lieutenant-colonel Ndjike. «Au regard des trajectoires suivies par les tirs de ces drones», ils ont visé des aéro-



En attaquant par des bombes lâchées sur l'aéroport international de Goma, le président rwandais Paul Kagame monte la pression sur Kinshasa. DR.

naves des FARDC, a-t-il ajouté. Le 23 janvier à Kigali, lors d'une cérémonie officielle, le président Paul Kagame avait proféré des menaces contre le Congo et le Burundi dont l'armée est engagée aux côtés des FARDC. «Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ». Un autre verbatim attribué au président rwandais : «Je suis sûr et certain que certaines personnes s'amusent avec le feu alors qu'elles n'ont jamais été brûlées. Je le dis haut et fort que si par malheur les combats entre les groupes armés à l'Est de la RDC et l'armée congolaise débordent jusqu'à violer la

frontière rwandaise, le monde entier va blâmer le Rwanda pour ce que mon armée va faire contre la RDC. Kinshasa ne sera pas épargnée et, en moins d'une semaine, je le répète, en moins d'une semaine, l'armée rwandaise détruira toutes les grandes villes de la RDC et le monde va nous blâmer ». Certes, selon diverses sources, ces derniers propos doivent encore être confirmés. Il n'empêche ! Il faut ajouter, à cette liste, l'initiative du ministre rwandais des Affaires étrangères Vincent Biruta auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans une note verbale adressée au Conseil de sécurité, le Rwanda s'est déclaré contre un soutien des forces de la Monusco aux forces de la SADC, la Communauté de Développement d'Afrique Australe (Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Comores, Congo-RDC) et demande à l'organisation onusienne de reconsidérer cette option. La note verbale estime que la force

militaire de la SADC « n'est pas neutre » puisqu'elle s'associe à des groupes qui auraient la volonté de déstabiliser le Rwanda et de pourchasser les Congolais Tutsis. Elle estime que les Nations Unies feraient un mauvais choix en apportant leur soutien à cette coalition, qui comprend, selon le Rwanda, les FARDC, la Monusco, l'armée burundaise ou encore les rebelles hutus rwandais des FDLR.

QUELLE RÉPONSE APRÈS L'ATTAQUE DE L'AÉROPORT? Le texte demande aux Nations unies de plutôt condamner « les massacres ethniques dans l'Est de la RDC et les déclarations belliqueuses des présidents de la RDC et du Burundi ». Il prévient que le Rwanda a déjà mis en œuvre des mesures « préventives et défensives », sans préciser lesquelles, à la suite des menaces brandies par les présidents congolais et burundais. Malgré les dénégations de Kigali, des experts des Nations Unies affirment que le Rwanda soutient activement le M23.

Ils brandissent un document qui pointe une escalade dans le conflit, qui montre que depuis peu, le groupe rebelle M23 associé à celui plus récent, AFC, Alliance Fleuve Congo, serait équipé de missiles sol-air lancés à partir de blindés rwandais. Un soldat de l'armée rwandaise capturé par les FARDC à Sake, cité située à une vingtaine de kms de la ville de Goma, témoigne, dans une vidéo, et exhibe toute son identité. Parlant en Kinyarwanda, la langue rwandaise, le militaire donne son nom - Ndayambaje Abouba -, le nom de sa sœur - Samira -, celui de sa mère - Chantal, son village - Kayonza -, son numéro de matricule. Il donne la date de son recrutement dans l'armée rwandaise, la date de son envoi au Congo pour combattre aux côtés du M23. Il poursuit que nombre de ses frères d'armes ont péri au Congo, et que « c'est par miracle qu'il est en vie ». Il lance un message aux jeunes rwandais de refuser de se rendre au Congo où ils n'ont aucune chance de survivre. Après ce témoignage et, surtout, après

l'attaque par des bombes de l'aéroport international de Goma, intervenue pendant que se tenait à Addis-Abeba Éthiopie, le 37ème sommet ordinaire des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, l'Union Africaine, mais aussi et surtout une rencontre sur le Congo qui se tenait en marge de ce sommet au cours de laquelle a été évoqué entre autres « le retour à un dialogue constructif et réconciliateur entre Kinshasa et Kigali, la cessation immédiate des hostilités, le retrait immédiat du M23 des zones occupées et le lancement du processus de cantonnement de ce mouvement », quelle réponse le Congo pourrait-il donner à cette escalade ? Kinshasa continue de privilégier l'option diplomatique tout en clairement se réorganisant. À Addis-Abeba, en Éthiopie, lors du 37e sommet ordinaire de l'UA, Paul Kagame a eu ces mots : « Le Rwanda n'hésitera jamais et ne s'excusera jamais pour protéger la sécurité de son peuple. Nous ne demanderons pas non plus la permission de le faire. Nous avons

perdu plus d'un million de personnes lors du génocide perpétré contre les Tutsis. Rien ni personne ne pourra nous reprendre. Les FDLR et leur intégration dans les FARDC doivent être abordés. Il ne sert à rien de discuter avec ceux qui ont répété leurs mensonges assez longtemps, ils en sont venus à les croire. Le Rwanda reste attaché à la paix, à travers les processus et mécanismes régionaux établis ». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lui, a prononcé ces mots, « devant témoins et sans ambages », rapporte sur son compte X (@PatrickMuyaya) le ministre de la Communication et des médias Patrick Muyaya Katembwe : « Cette guerre n'est pas une invention de la RDC (...) Une guerre pour continuer le pillage de mon pays et faire le bonheur du Rwanda et de ses complices. On ne peut pas prétendre devenir protecteur d'une communauté d'un pays voisin. On ne va jamais négocier avec le M23. Je veux la paix mais pas à n'importe quel prix ».

D. DADEI ■

Seule la force fait face à la force

Mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

Que notre Congo soit si humilié depuis des décennies par certains de ses voisins relève de l'acceptation pour un pays doté d'autant de moyens dont deux sont fondamentaux : la démographie et la richesse du sous-sol. Il arrive qu'on entende dans le monde que le Congo est le pays le plus riche de la terre au point de vue de son potentiel économique. De quoi le Congo est-il naturellement doté ? Quelques-unes de ses ressources exceptionnelles : 80 millions d'hectares de terres arables, le cuivre, l'or, l'étain, le coltan, le cobalt, le lithium, l'uranium. À cela, s'ajoute un potentiel hydroélectrique énorme, une biodiversité avec la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, une population qui dépasse les 102 millions d'habitants. Qu'est-ce que les Congolais font ou ont fait à ce jour de ces richesses ? Rien hormis une exposition ou une disposition à l'exploitation par des passe-droits des multinationales étrangères que sont les pays voisins. Qui ne sait que quand une telle situation arrive, cela n'est rien d'autre que signe de mauvaise gouvernance, de mauvaise compréhension ou de mauvaise hiérarchisation des priorités ! Quand le Congo aux immenses ressources naturelles est relégué au pied de l'échelle, comment des pays aux terres arides ou sèches (Corée, Dubaï, Kenya, etc.) ont su inspirer et inspirent respect ? Réponse : le savoir, la connais-



Seule la puissance de feu, la capacité de terreur conduit au respect, à un pôle de stabilité. DR.

sance, en clair, l'école ou la formation. Question : pourquoi notre pays n'en est-il pas là ?

LA PRISE DE CONSCIENCE. Si on s'en prend à notre Histoire, on n'aurait pas tort. Au Congo, la colonisation n'a pas été des plus exemplaires. Quelle colonisation est citée comme ayant été exemplaire ? L'existence réside dans la conscience, la prise de conscience. La prise de conscience de ce que l'on est ; la prise de conscience de ce que l'on doit être ; la prise de conscience de ce que l'on doit faire pour être. Tout, dans la vie, est force ; seule la force fait face à la force. Cela a été vrai hier ; cela est vrai aujourd'hui ; cela le sera vrai demain et certainement toujours... Entre individus ou entre États, c'est là la seule et unique façon d'établir un pôle de stabilité qui passe par l'équilibre des forces, une situation qui inspire respect pour tous. Que le Congo se jette dans la prière, qu'il organise des manifestations contre certains de ses voisins, qu'il désigne des acteurs étrangers dans la guerre à laquelle il fait face dans sa

partie Est comme, de plus en plus, à l'Ouest avec l'incroyable phénomène de miliciens Mobondo qui ravagent l'espace Grand Bandundu, qui lui en fera le reproche ? Mais, en l'espèce, la réponse adéquate consiste-t-elle à désigner ses agresseurs ou à apporter la réponse attendue, la réponse robuste ? Prenons le tout récent cas, toujours en cours : celui d'Israël quand le mouvement palestinien, le Hamas, lance comme jamais une attaque contre l'État hébreu, sur le sol juif, et inflige à l'État hébreu un bilan humain sans précédent : 1.200 Israéliens tués dans la rue ou dans leurs maisons, 260 otages enlevés. Ce fut au petit matin du samedi 7 octobre 2023 lorsque l'opération armée « Déluge d'Al-Aqsa » est déclenchée par le Hamas en réponse, dit ce groupe militaire palestinien, « aux attaques continues des forces israéliennes et des colons juifs contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux de culte, et plus particulièrement contre la mosquée Al-Aqsa dans Jérusalem-Est occupée ». La réponse de l'État hébreu a été en retour de lancer l'opération « Épées de fer ».

Les premiers mots du Premier ministre Benjamin Netanyahu prononcés le mercredi 11 octobre, face à la Knesset (le Parlement israélien), à l'annonce de cette opération, sont les suivants : « Israël est en guerre (...). C'est vraiment une guerre pour notre chez-nous (...). Le 7 octobre restera un jour noir dans l'histoire des peuples et le jour le plus horrible pour le peuple juif depuis l'Holocauste nazi (...). Cette guerre doit se terminer par une seule chose, une victoire totale en écrasant et éliminant le Hamas (...) Le Hamas est Daech, et le monde qui a été choqué par Daech et Al-Qaïda après les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis, doit le condamner et lui imposer des sanctions ». Puis le go de la Knesset pour le nouveau gouvernement d'urgence mis en place pour mener la guerre d'effacement du Hamas. Depuis, frappes intensives contre Gaza habité par plus de deux millions de Palestiniens, troupes au sol et dans des tunnels. Bilan, côté palestinien : 28.000 morts à ce jour, des quartiers entiers réduits en ruines. Quelle puissance planétaire a condamné

Israël ? Au contraire, tous les dirigeants du monde ont estimé qu'Israël était dans son plein droit d'assurer la sécurité d'Israël par l'opération menée par Tsahal. Si, aujourd'hui, face à l'offensive israélienne et la perspective d'une marée humaine, certains dirigeants comme le Français Emmanuel Macron en viennent à hausser le ton contre Netanyahu ou insistent (le cas de l'Espagne et de l'Irlande) sur le « respect » des droits de l'homme, d'autres, (l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande) sont à « implorer » Israël à « ne pas s'engager » plus loin. Les dirigeants de ces trois pays membres du Commonwealth craignent « une opération militaire sur Rafah (dans le sud de la bande de Gaza, ndlr, qui) serait catastrophique » au vu des « 1,5 million environ de Palestiniens réfugiés dans la zone » qui n'ont aucun autre endroit où aller. Les Gouvernements espagnol et irlandais, « devant la situation critique à Rafah », adressent une correspondance à la Commission Européenne pour lui demander d'examiner « de manière urgente si Israël remplit ses engagements de respecter les droits humains à

Gaza », écrit le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, dans un texte sur le réseau social X (Twitter). Israël serait-il allé si loin, aurait-il fait autant de morts à Gaza si l'État hébreu n'avait disposé d'une force militaire, n'avait bénéficié d'un aussi énorme soutien militaire de son allié, la plus grande puissance du monde, les États-Unis d'Amérique, et si sa diplomatie n'avait été si forte ? Ce qui se passe à Gaza ressemble comme deux gouttes d'eau à ce qui se passe en Ukraine. La Russie, qui sent la menace à ses frontières avec l'avancée des forces de l'OTAN, l'Alliance militaire Outre-Atlantique, se serait-elle permise d'envahir l'Ukraine si elle n'était pas une puissance militaire en mesure d'inspirer le respect ? Dans la vie, seule la force fait face à la force ! Face à la force, il n'existe aucune autre alternative : répondre ou se soumettre. Face aux relations qui se détériorent jour après jour avec deux de ses voisins, Paul Kagame a, le 23 janvier, depuis Kigali, proféré des menaces : « Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ». Un autre verbatim attribué au président rwandais : « Je suis sûr et certain que certaines personnes s'amuse avec le feu alors qu'elles n'ont jamais été brûlées. Je le dis haut et fort

que si par malheur les combats entre les groupes armés à l'Est de la RDC et l'armée congolaise débordent jusqu'à violer la frontière rwandaise, le monde entier va blâmer le Rwanda pour ce que mon armée va faire contre la RDC. Kinshasa ne sera pas épargnée et, en moins d'une semaine, je le répète, en moins d'une semaine, l'armée rwandaise détruira toutes les grandes villes de la RDC et le monde va nous blâmer ». Le Président rwandais aurait tenu ce discours sur la BBC. Le 3 février, l'ACP, l'Agence Congolaise de Presse, a qualifié ce texte de fakenews. « Il n'existe aucune trace d'une interview de ce genre sur les différents canaux de communication officiels de la BBC, ni sur ceux de Paul Kame. En outre, ladite interview est dénuée et ce, à dessein, d'éléments référentiels (lieu, date, acteurs, contexte, etc.) qui auraient concouru à sa mise en branle », écrit sans détours l'agence officielle. Reste que la multiplication de ces textes face à la situation que vit le Kivu appelle une prise de conscience des dirigeants congolais. Seule la force fait face à la force. Il est grand temps que le pays mette en place une stratégie de puissance qui seule passe par la puissance militaire et qu'il investisse dans la force et en prenne le temps. Il n'est pas acceptable en aucune façon que le Congo ait recours à des forces étrangères pour défendre son territoire. Soyons-en convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent à ce pays. Il suffit de mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

KKMTRY ■

international

SINCE 1989

N°1557 | MERCREDI 20 JUILLET 2022 | 20 PAGES €7 \$8

Monter l'armée en puissance Faire susciter crainte et respect

Notre pays vit un état intenable : une force onusienne Monuc/Monusco présente depuis 1999, soit plus de deux décennies et la plus forte armée onusienne jamais déployée au monde avec 20.000 hommes - qui n'atteint pas de résultat mais soupçonnée de tout ; des forces armées étrangères des pays voisins invitées à combattre aux côtés de nos FARDC mais dont l'efficacité et la loyauté sont à prouver ; nos FARDC à la fidélité et à l'engagement remis en cause, accusés de divers accointances ; et, pour couronner le tout, le M23, l'arbre qui cache la forêt, défait le 4 novembre 2013, par l'armée régulière qui redorait son image, appuyée par une force onusienne, brigade d'intervention et force de réaction rapide, formée de soldats des pays de la SADC, Afrique du Sud, Tanzanie, Namibie, au lendemain d'une visite d'État au Congo, la première de l'histoire, d'un président sud-africain Jacob Zuma. Mardi 29 octobre 2013, face au parlement congolais réuni en congrès, Jacob Zuma a, à la bouche, des mots en forme



d'ultimatum, au M23 et à ses soutiens, les pays voisins : «Enough is enough. Time for peace is now» (Trop c'est trop. L'heure de la paix a sonné). La souffrance du peuple congolais est aussi notre souffrance. De même, sa prospérité. La misère ne peut plus continuer et ne sera plus tolérée». Le lendemain 30 octobre, son avion avait à peine décollé de l'aéroport de N'Djili pour

Pretoria que les événements s'accéléraient dans la guerre qui opposait depuis un an et demi les FARDC au M23. Le dernier verrou, la cité de Bunagana, à la frontière ougandaise, venait de sauter. Le jour même à 20 heures, au jt de la télévision nationale Rtn, le Chef de l'État, Commandant en Chef des armées, parlait d'une victoire totale», une première, indiquait au

M23 «la voie royale pour la paix et la stabilité dans la région (qui) réside dans la mise en œuvre, effective et de bonne foi, de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, ainsi que de la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies». Le M23 lui-même proclamait sa fin. «À cette fin, le chef d'état-major et les commandants de toutes les unités principales sont

priés de préparer les troupes au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, selon des termes à convenir avec le gouvernement du Congo», déclarait dans un communiqué, depuis Kampala où il s'était réfugié, le chef politique du M23 Bertrand Bisimwa rejoignant Kinshasa et la Monusco. «Il est important que le M23 [...] déclare la fin de la rébellion. Les combats doivent cesser pour que les deux parties puissent négocier une issue politique à leur conflit», déclarait, le jour même, dans un communiqué, le chef de la Monusco Martin Kobler. Pourquoi et comment, neuf ans après, le mouvement M23 refait surface à Bunagana, Mbuzi, Runyonyi, Chanzu, etc., à la même frontière ougandaise-rwandaise, sur les mêmes collines, qu'il occupe depuis un mois déjà, avec cette fois une incroyable puissance de feu que ne dispose ni la Monusco, ni les FARDC? Quelles réponses le Congo doit donner à cet état de choses ? Une stratégie qui vise à terme à faire susciter la crainte pour se faire respecter est à enclencher d'urgence.

(Articles pages 5 et 6).
T. MATOTU ■

Inspirer le respect

À l'issue de la publication des premiers résultats et des grandes tendances des élections mi-mandat, le président américain démocrate Joe Biden a offert mercredi 9 novembre sa disponibilité à travailler avec l'opposition républicaine au Congrès en assurant ses concitoyens : « Nous sommes l'Amérique. Nul au monde ne saurait venir se frotter à nous ». Traduisons : l'Amérique inspire le respect. En clair, « on impose à distance plus de respect ». « Le respect est le sentiment qui porte à accorder à quelqu'un de la considération en raison de la valeur qu'on lui reconnaît ». Valeur, considération... Les guerres au Congo ne datent ni d'aujourd'hui, ni d'hier. Dans son adresse du 3 novembre 2022 à la Nation (page 3 en intégralité dans l'édition papier), le Président de la République Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo l'a rappelé. La question aujourd'hui est de faire une plongée dans ces guerres et de leur trouver des solutions définitives. « Le temps malgré tout a trouvé la solution malgré toi », écrit Socrate. Traduisons : rien au monde n'existe qui n'ait déjà trouvé solution. En clair, il suffit de s'inspirer des exemples d'ailleurs. Comment, en l'espace d'une génération, la Corée du Sud est devenue une puissance ? Comment, en l'espace d'une génération, le pays-ville Singapour s'est érigé en puis-



L'arrivée dans le ciel du Nord-Kivu de deux avions de chasse de marque Sukhoi-25 a transformé le rapport des forces et l'état d'esprit des populations. C'est un début. DR.

sance ? Dans l'un de ces pays, l'Histoire raconte qu'il y a au départ un visionnaire qui a posé très clairement le problème à un homme, l'un de ses compatriotes. La question : « comment hisser notre pays à un niveau respectable » ? Réponse de l'homme : « Laissez-moi parcourir le monde à la recherche de nos intelligences ». À la suite de cette réponse, une carte bancaire Corporate sans plafond lui fut remise afin qu'il accomplisse sa mission dans la responsabilité. Après le déploiement d'une vision partagée, le résultat arrive en une génération. La Corée du Sud est passée « du statut d'État dévasté par la guerre à celui de puissance économique mondiale, symbole de l'un des processus de développement les mieux réussis de l'après Seconde Guerre mondiale. Les images typiques que l'on se fait de

ce pays se sont ainsi transformées : on est passé des bâtiments détruits avec orphelins et femmes pleurant leurs proches à des villes modernes pleines de gratte-ciels où l'exportation d'automobiles est un symbole de réussite, et au dynamisme culturel de la jeunesse illustré par le « Gangnam Style », le rythme de danse mondialement connu de Psy. En moins de quarante ans, le « miracle du fleuve Han » est devenu réalité ; la Corée du Sud s'est transformée, selon la formule de Tagor, de pays du

« matin calme » en celui de « la surprise du matin » ».

NUL NE MAÎTRISE RIEN TOUT SEUL. Nul ne maîtrise rien tout seul. Rien dans la vie ne se fait sans consultation, sans écoute. Le 6 novembre 2022, trois jours après l'adresse du Président de la République, alors qu'une partie du pays attendait que « le Commandement Suprême des Forces Armées », au titre de « garant de l'intégrité du territoire » (art. 69 de la Constitution), déclare la guerre (par

ordonnance délibérée en Conseil des ministres après avis du Conseil supérieur de la défense et autorisation de l'Assemblée nationale et du Sénat conformément à l'article 143 de la présente Constitution), art. 86, une consultation au sein du Parti pour l'Action réunie autour de son Président National Historique, le Professeur Tryphon Kin-kiy Mulumba, donne lieu à un court communiqué de presse dont l'essentiel ci-après : « Face à la gravité de la situation d'atteinte à l'intégrité du territoire

national, à la menace sur les Institutions de la République, le Parti @PartiAction estime que l'heure a sonné pour que le Pdt @Fatshi13 fasse venir autour de lui l'élite politique nationale pour l'écouter », tweete le lendemain 7 novembre @kkmtry (page 3 dans l'édition papier). « Une race sans autorité ni pouvoir est une race sans respect ». Comment ne pas croire ce panafricainiste Marcus Mosiah Garvey ? Par sa place dans le monde, le Congo doit inspirer le respect. On pourrait même dire que notre pays a mission d'inspirer le respect. Cela suppose que le pays se mette à l'écoute de ceux qui savent. Il n'est pas sûr que ceux qui savent aujourd'hui perceront tout le mystère de la vie. Mais ce travail d'écoute est un travail permanent. Il importe à tout dirigeant de s'y mettre. C'est encore le Parti pour l'Action qui le déclare dans ce communiqué du 6 novembre : « Plus que jamais, la priorité pour la Nation est la montée en puissance de ses forces de défense et de sécurité qui doivent être dotées d'un armement adapté, moderne et de pointe qui inspire

respect ». « Aussi, le Parti pour l'Action appelle le Parlement à faire de l'examen du budget de l'armée et des services de sécurité une priorité absolue. Ce budget doit être à la hauteur de la place et du rôle que doit jouer le Congo dans la sous-région et en Afrique ». Comment exister là où il n'y a aucune considération ? Comment rêver d'être ensemble sans le respect de l'autre ? Quand le Président américain Joe Biden déclare : « Nous sommes l'Amérique. Et nul au monde ne saurait venir se frotter à nous », à quoi pense-t-il sinon à la puissance de l'Amérique qui inspire respect ? Cette puissance existe-t-elle en dehors de la force de frappe ? L'heure a sonné pour que notre pays s'organise, mieux, pour que notre pays se réorganise. Il y va de son avenir. Ceux qui arrivent ne sont jamais - ne seront jamais - ceux qui auront la charge de penser à la place des Congolais. Leurs intérêts seront et resteront loin des nôtres. Plus que jamais, le temps d'éveil de conscience a sonné. **KKM** ■ Le Soft International n°1565, daté 11 novembre 2022.

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

L'informateur

Augustin Kabuya Tshilumba entame sa mission

Augustin Kabuya Tshilumba a entamé sa mission d'information visant à identifier une majorité parlementaire devant appuyer le programme du gouvernement de la République. Dans une déclaration, le député et secrétaire général du parti présidentiel UDPS, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, qui compte le plus grand nombre de députés à la chambre basse, a promis le 15 février, au cours d'un point de presse à Hilton Hôtel, à Kinshasa où il a pris ses quartiers, de consulter tout parti représentatif à l'Assemblée nationale. Augustin Kabuya Tshilumba a précisé qu'il consultera tour à tour toutes les forces politiques ayant au moins un siège à la chambre basse, y compris celles de l'opposition. « Je me dois de prendre contact avec les différentes forces politiques qui constituent l'Assemblée nationale. Je vais lancer les invitations aux partis et regroupement politiques, aux personnalités suivant l'agenda établi à cet effet ». L'informateur a recommandé aux partis membres de la coalition majoritaire de signer des actes d'engagement collectif à la Majorité parlementaire. Cela pour que les partis et regroupement politiques participant aux consultations ne puissent agir que par des personnes ayant qualité à



Nommé le 7 février 2024 informateur, le secrétaire général du parti présidentiel Augustin Kabuya Tshilumba a entamé sa mission. NPM, l'informateur donnant une chaude accolade au président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo (AFDC & Alliés) consulté. DR.

les engager. « Ils devront préciser principalement deux choses : déclarer leur appartenance ou non à la coalition majoritaire pour former le gouvernement. A l'issue de ces travaux, il sera dégagé le nombre de partis et regroupements ainsi que les élus qui, sur les 477 actuellement proclamés par CENI, la Commission Électorale Nationale Indépendante, feront partie de la coa-

lition gouvernementale », a fait savoir Augustin Kabuya Tshilumba.

NOMBRE D'ACTEURS DÉJÀ CONSULTÉS.

Ces consultations visent à identifier, durant un mois ou plus, une coalition majoritaire à l'Assemblée nationale en vue de la formation du gouvernement, a-t-il ajouté. L'informateur désigné rendra le rapport de ses consultations au Pré-

sident de la République. La Constitution prévoit en son article 78 que « le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition. La mission d'information est de

trente jours renouvelable une seule fois ». Nommé le 7 février, l'informateur a notamment consulté nombre de partis, regroupements et personnalités politiques. Ont notamment défilé à ce jour devant Augustin Kabuya Tshilumba à l'hôtel Hilton, Modeste Bahati Lukwebo (AFDC & Alliés), Mme Henriette Wamu Atamina (A2R), Puis Mwabilu Mbayu Mukala (AACPG, Al-

liance pour l'Avènement d'un Congo Prospère et Grand), Lambert Mende Omalanga (AÉ, Alliance et Action de l'État de droit), l'ancien Premier ministre Augustin Mataka Ponyo Mapon (LDD, Leadership et Gouvernance pour le Développement) le gouverneur de la ville de Kinshasa Gentiny Ngobila Mbaka (ACP, Alliance des Congolais progressistes). ALUNGA MBUWA ■

Les magistrats se voient remettre une toge

La remise des toges aux nouveaux magistrats, nommés par le président de la République pour l'édition 2023, a eu lieu samedi 17 février à Kinshasa. La cérémonie, présidée par le président du Conseil Supérieur de la Magistrature, CSM, Dieudonné Kamuleta Badibanga également président de la Cour Constitutionnelle, a eu lieu à la Cour de Cassation, en la salle d'audience Marcel Lihau, en présence du Vice-ministre de la Justice Thaddée Mambu Lau Mbemba, du Procu-

reur général près la Cour Constitutionnelle Jean-Paul Mukolo Nkokeshu, du premier président de la Cour de Cassation Élie-Léon Ndomba Kabeya, du procureur général près cette Cour Firmin Mvonde Mambu, du premier président de la Haute Cour militaire, le Lieutenant-général Mutombo Katalay Tiende Joseph.

RÉVOQUÉS SI ABSENCE D'APOSTOLAT.

« Tous les magistrats qui sont ici, vous diront qu'à aucun moment dans ce pays, on n'a remis des toges aux magistrats nommés. Jamais ! C'est la première fois que

le bureau du Conseil Supérieur de la Magistrature le fait avec joie et avec fierté », a déclaré Dieudonné Kamuleta Badibanga. Puis : « Mais, sachez très bien que, celui qui marchera à l'encontre de l'éthique et de la déontologie de la magistrature, sera un touriste. C'est-à-dire qu'il aura fait quelques mois dans la magistrature. Et nous ferons en sorte que dès les premières ordonnances du deuxième mandat du Chef de l'État dans le domaine de la magistrature, qu'il puisse nous dire au revoir ». Dieudonné Kamuleta Badibanga a exhorté les nouveaux magistrats à plus de discipline, d'im-

partialité, de rigueur et de dignité dans leur travail. « Plus rien ne sera comme avant, les récalcitrants seront sévèrement punis », poursuivi Dieudonné Kamuleta Badibanga. « À vous qui en êtes bénéficiaires, retenez au premier plan que la justice doit être votre dernier rempart. Tout moyen (...), c'est la justice bien entendu, qui est le moyen pour banir toute frustration due à l'injustice ou au non droit », a déclaré pour sa part, Thaddée Mambu, vice-ministre de la Justice et garde des sceaux. « C'est pour ça que vous avez été recrutés, pour répondre aux besoins de la République », a-t-

il poursuivi à l'adresse des nouveaux magistrats invités à rompre avec les mauvaises pratiques. Le Procureur Général Firmin Mvonde Mambu, a invité les nouveaux venus dans le corps à rompre avec les mauvaises pratiques, pour la renaissance de la magistrature dans le pays. « Vous entrez dans le corps, on dit de vous que vous êtes les magistrats de la rupture. Je ne suis pas tellement d'accord. Certainement rupture par rapport aux anciennes habitudes. Mais moi, je trouve que vous êtes les magistrats de l'espoir. Le Chef de l'État qui vous a nommé, a mis beaucoup d'espoir

en vous, et ces espoirs, je voudrais que demain, ils ne puissent pas s'anéantir », a-t-il poursuivi. Puis : « Voilà pourquoi, nous allons vous aider dans l'encadrement tant professionnel que moral. Que ceux à l'endroit de qui nous allons déceler le manque d'apostolat comme devant appartenir au corps, nous serons dans l'obligation de les écarter ». Au total, ce sont 2.500 nouveaux magistrats de l'édition 2023 qui ont été nommés par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, affectés dans les différents parquets, cours et tribunaux du pays. ALUNGA MBUWA ■

À Kinshasa, la Société civile de Masimanimba dénonce un complot d'effacement

Ils avaient vu cela sans que nul autre sur Masimanimba, dans Masi-manimba et dans sa diaspora n'ait vu, mieux, sans que nul autre dans cet espace n'en ait pris conscience, en vérité, sans que nul autre n'en ait pris vraiment conscience.

D'une part, l'incroyable absence de sanctions prises à l'encontre des agents de la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante, mêlés dans la distribution des DÉV, les Dispositifs Électroniques de Vote ou machines à voter, et, du coup, au cœur du chaos électoral observé et dénoncé dans la circonscription de Masimanimba. Puis de l'autre, la mise à l'écart de la circonscription dans l'élection des dirigeants de l'Assemblée provinciale du Kwilu et, du coup, des dirigeants de la province (gouverneur, vice-gouverneur, ministres) et, à l'échelle nationale, des sénateurs. Dans leurs prises de position publiques, le Réseau des femmes, celui des Droits de l'Homme, les Confessions religieuses, le Cadre de Concertation des filles et fils de Masimanimba, la notabilité de Masimanimba, etc., regroupés au sein de la NSC, la Nouvelle Société Civile Congolaise, ont été percutants, le moins que l'on puisse dire. Partant du fait que ces DÉV sont la propriété exclusive de la CÉNI et de la CÉNI seule, qui les avait fait venir de Kinshasa au chef-lieu du territoire pour les opérations de vote du 20 décembre 2023 et les avait gardés ou devait logiquement les garder dans ses installations, à Masimanimba et dans les différents centres de vote de la circonscription, la société civile de Masimanimba s'interroge sur le mystère de la sortie/de la disparition de ce matériel trouvé entre les



Reçue par Tony Kanku Shiku, la délégation de la société civile de Masimanimba plaide la cause de Masimanimba. DR.

maines des candidats aux élections législatives nationales et provinciales, dans leurs habitations, dans leurs véhicules ou des proches des candidats qui ne pouvaient en aucun cas le détenir. Et la question centrale conséquente: ce matériel aurait pu se trouver entre les mains des individus autres que les membres de la CÉNI sans que la CÉNI n'en soit au courant et n'informe le public sur ce mystère ? Conclusion de la NSC et des Fils et Filles de Masimanimba : il y a bien eu protection des agents locaux ou nationaux de la CÉNI par les dirigeants de la CÉNI et, du coup, complot ourdi contre le territoire de Masimanimba. La société civile de Masimanimba pousse plus loin le questionnement : comment la CÉNI peut-elle organiser des élections des dirigeants de la province et des sénateurs avant la reprise des élections de Masimanimba qu'elle a, elle-même, annulées et dont l'annonce d'annulation faite le 6 janvier, par un communiqué, invoque «des actes de fraude, de corruption, de vandalisme du matériel électoral, d'incitation à la violence, de détention illégale de dispositifs

électriques de vote le jour du scrutin » mais qu'elle a convoquées pour le 28 avril, soit bien plus tard ?

POUSSONS L'ANALYSE PLUS LOIN.

Qu'est-ce qui pourrait expliquer la mise à l'écart d'une circonscription qui compte quatorze (14) députés dont neuf (9) provinciaux y compris un chef coutumier et cinq (5) nationaux ? Ne s'agit-il pas d'une opération d'effacement-élimination d'une circonscription électorale majeure mais par qui ? Qui en voulait (qui en veut) à la circonscription de Masimanimba ? Et, poussons le questionnement plus loin encore, pourquoi ? Alors que s'élude l'émotion qui s'est répandue sur les habitants après ces événements surprenants, d'autres questions restées toujours sans réponse sont posées: le chaos électoral observé dans le pays avait-il été si profond, si particulier dans les dix secteurs de Masimanimba - et dans la province du Nord-Ubangi, dans le Grand Équateur, précisément dans le territoire de Yakomba, autre circonscription dont les scrutins ont été annulés - qu'ailleurs ? Si oui, pourquoi la CÉNI ne s'est jamais

expliquée à ce jour sur ce phénomène lors d'une communication publique ou d'une conférence de presse, ce qui aurait renforcé sa crédibilité ? La CÉNI, en communiquant sur ces événements, n'aurait-elle pas contribué à la formation des populations (aux électeurs) des circonscriptions visées, et, généralement, au pays, à mieux se prendre en charge, à s'assumer face aux attitudes de certains hommes politiques ? Parmi toutes ces questions qui fusent, comment oublier celle qui s'interroge sur le pourquoi de la publication par la CÉNI des noms des candidats sans les avoir invités et écoutés, celle de la publication des listes des circonscriptions et des candidats mis en cause dans le chaos électoral («les actes de fraude, de corruption, de vandalisme du matériel électoral, d'incitation à la violence, de détention illégale de dispositifs électriques de vote ») en s'arrêtant net alors que les responsables de la CÉNI avaient annoncé le même 5 janvier qu'ils disposaient d'une nouvelle liste d'une centaine d'autres candidats mêlés dans la fraude électorale ? Où la CÉNI en est-elle désormais avec cette seconde liste dont

nul ne parle plus ? Les dirigeants du pays, en tête, le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo certes très occupés ces derniers jours par la situation sécuritaire qui prévaut dans les Kivu, ne devraient-ils pas être saisis de cette situation et sensibilisés afin qu'ils s'en préoccupent ? S'agissant de la démocratie, de la représentation du peuple, comment accepter de mettre de côté, sans expliquer pourquoi, des circonscriptions et, donc, des communautés du pays ? Et, dans ce cas, comment ces circonscriptions ainsi effacées, se retrouvant sans aucun représentant au niveau des institutions nationales et provinciales, réagiraient-elles ? Seraient-elles toujours des circonscriptions congolaises ? Des dirigeants à la tête de la province ou de certaines institutions nationales auraient quelle légitimité ou comment seraient-ils perçus dans ces circonscriptions dont les voix n'auraient pas été sollicitées ? Comment ces circonscriptions se reconnaîtraient-elles dans ces individus et dans ces pouvoirs ? N'est-ce pas créer des problèmes quand le pays est à

la recherche de l'harmonie et de la cohésion ? Plus grave : ne s'agit-il pas de cette CÉNI désavouée par la haute cour du pays, la Cour constitutionnelle qui, dans un arrêt en lien avec des contentieux électoraux, rendu public le 8 février, a déclaré que la centrale électorale s'était octroyée des pouvoirs qu'elle n'avait pas ? Selon l'arrêt de la Haute Cour lu par son président, Dieudonné Kamuleta Badibanga, la Commission Électorale Nationale Indépendante « n'est pas compétente d'invalider des candidats et elle ne devrait jamais refaire cela ». Ce camouflet infligé à la CÉNI par la Cour constitutionnelle pourrait-il être sans conséquence pour une institution citoyenne ? En clair, la CÉNI s'est-elle grandie après ce processus électoral ? Ce sont toutes ces questions posées lors de plusieurs initiatives - dont des marches pacifiques - déployées instantanément dans la cité de Masimanimba et à Kitoy, le chef-lieu du secteur de Kitoy, qu'une importante délégation comprenant notamment le président de la NSC, Me Mayi Kingansi, le président du Cadre de Concertation des filles et fils de Masi-

manimba, Anicet Lundikisa, le porte-parole de la NSC, Emmanuel Nakhosa Masamba, a voulu porter en faisant un déplacement à Kinshasa. But de la mission : rencontrer et échanger avec le président de la CÉNI, Denis Kadima Kazadi, le Vice-premier ministre en charge de l'Intérieur et de la Sécurité, Me Peter Kazadi Kankonde et le cercle proche du Président de la République. S'ils n'avaient pas rencontré Denis Kadima Kazadi, malgré plusieurs tentatives, ils avaient pu avoir un échange avec un proche du Chef de l'État. Il s'agit de Tony Kanku Shiku, le Haut Représentant du Président de la République auprès du Regroupement politique Alliance des Acteurs Attachés au Peuple, AAAP. Cette rencontre qui avait eu lieu samedi 11 février était marquée de chaleur. Tony Kanku Shiku, avait rappelé comment la cité de Masimanimba s'était mobilisée jusqu'aux petites heures du matin pour l'attendre et l'accueillir lors de son passage pour la ville de Kikwit, à deux heures de route de Masimanimba, lors de la campagne électorale, tout comme comment la même cité avait surpris le Président Candidat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lors de son passage pendant la campagne au point qu'il avait pu prononcer des mots que nul à Masimanimba n'oubliera. « Masimanimba, vous m'avez fait contracter une dette envers vous. Jamais nulle part ailleurs dans le pays, tout au long de cette campagne, je n'ai reçu un accueil comparable avec celui que j'ai eu ici dans le Kwilu », avait-il déclaré dans son meeting. Ces mots avaient-ils alerté les adversaires de Masimanimba qui venait ainsi de gagner au point de les amener à passer à l'action ?

D. DADEI ■

La démarche forte de la Société civile de Masimanimba

Nul doute, le plaidoyer porté par la population du territoire de Masimanimba, province du Kwilu, Grand Bandundu, via le Réseau des femmes, le Réseau des Droits de l'Homme, les Confessions Religieuses, le Cadre de Concertation des filles et fils de Masimanimba, agissant via la Société Civile Congolaise, NSC, territoire de Masimanimba, repris mot à mot par les habitants de Yakoma, province du Nord-Ubangi, dans le Grand Équateur, a été entendu.

Dans leur mémo daté du 3 février 2024, remis le samedi 11 février au Haut Représentant du Président de la République, Tony Kanku Shiku, la Nouvelle Société Civile Congolaise

«félicite le Président de la République pour sa réélection à la magistrature suprême » ; explique que « depuis la nuit des temps, force est de reconnaître qu'aucun candidat n'avait obtenu plus de 70% des suffrages » (dans le pays) ; que « la population de Masimanimba lui réitère son soutien et prend l'engagement de l'accompagner à la réussite de son second quinquennat ». Après cette entame protocolaire, le texte aborde le fond. S'il « remercie la CENI » pour avoir publié le calendrier des scrutins pour Masimanimba et Yakoma après «l'annulation» des scrutins dans ces deux circonscriptions, les forces vives de Masimanimba «demandent» au Président de la CENI «de revoir son calendrier», de réorganiser les législatives nationales et provinciales à Masimanimba

« avant l'élection des sénateurs, des gouverneurs, des membres du bureau de l'Assemblée provinciale spécialement pour le Kwilu ». Puis, de qualifier d'«inacceptable» le fait que « la population de Masimanimba » puisse être mise à l'écart des «enjeux politiques d'actualité au niveau national » (telle la formation du gouvernement) et au niveau provincial, l'élection du gouverneur, du Vice-gouverneur, des sénateurs, le bureau de l'Assemblée provinciale.

SATISFACTION. Plus fort, poursuit le mémo (en fac-similé ci-après) : «Nos députés élus ne peuvent être privés de leurs droits étant donné que Masimanimba seul à 8 sièges (9, avec un chef coutumier, déjà désigné, ndlr) ». Ces 9 voix « vont fortement impacter» l'élection du gouver-

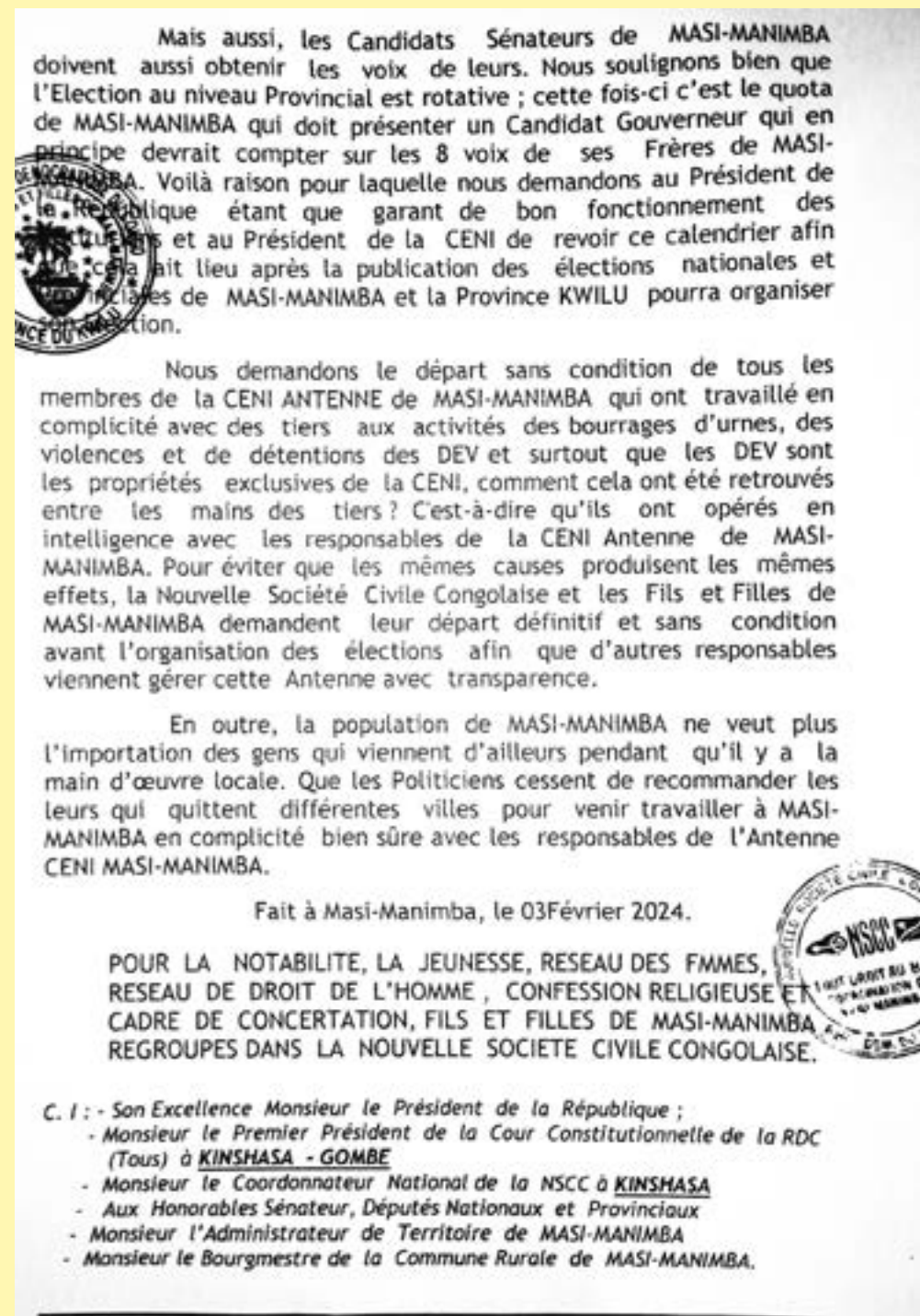
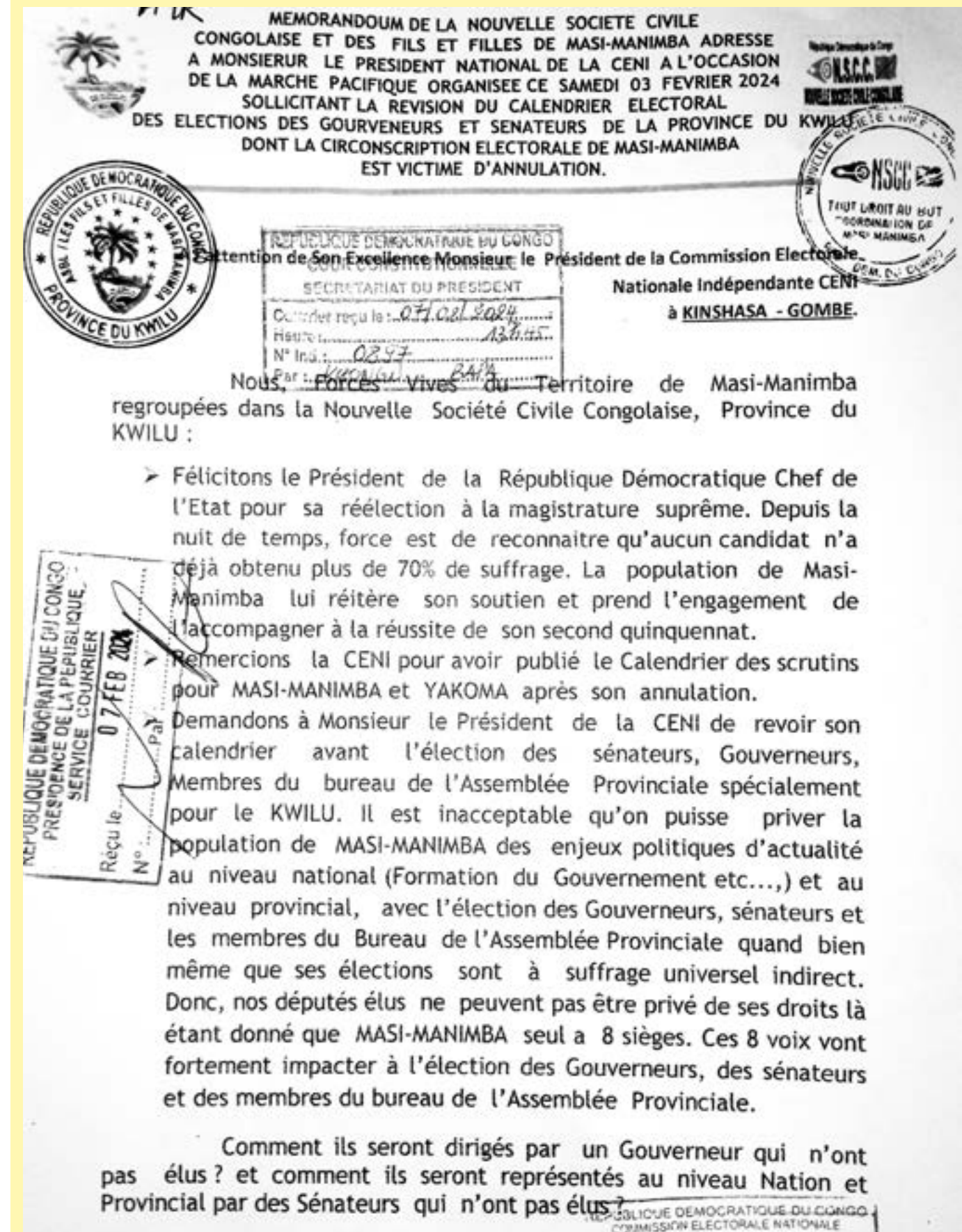
neur, du vice-gouverneur, des Sénateurs et des membres du bureau de l'Assemblée provinciale. «Comment seront-ils dirigés par un gouverneur qu'ils n'ont pas élu ? Et comment seront-ils représentés au niveau national (...) par des sénateurs qu'ils n'ont pas élus?» Il explique que le poste de gouverneur du Kwilu étant rotatif, c'est cette fois le tour de la circonscription de Masimanimba de présenter un candidat qui devrait compter sur les neuf voix « de ses frères de Masimanimba ». Le texte réclame au Président de la République, «garant du bon fonctionnement des institutions» et au Président de la CENI de «revoir le calendrier» (donc ces dates), que l'élection des dirigeants du Kwilu et celle des sénateurs se tiennent après la reprise des législatives natio-

nales et provinciales à Masimanimba. En soulignant que «les DÉV (Dispositifs Électroniques de vote, ndlr) étant la propriété exclusive de la CENI», se demandant comment ces matériels « ont été retrouvés entre les mains des tiers, c'est-à-dire (que ceux-ci) ont opéré en intelligence avec les responsables de la CENI antenne de Masimanimba », la société civile réclame « le départ sans conditions de tous les membres de la CENI Antenne de Masimanimba qui ont travaillé en complicité avec des tiers aux activités de bourrages d'urnes, des violences et de détention des DÉV. Pour éviter que les mêmes causes produisent les mêmes effets, la société civile Congolaise demande le départ définitif et sans conditions de ces agents avant l'organisation des élections afin que d'autres responsables viennent gérer cette antenne avec transparence. En outre, la population de Masimanimba ne veut plus l'importation des gens qui viennent d'ailleurs pendant qu'il y a une main

d'œuvre locale. Que les politiciens cessent de recommander les leurs qui quittent différentes villes pour venir travailler à Masimanimba en complicité bien sûr avec les responsables de l'antenne CENI Masimanimba ». La réponse de la CENI n'a pas tardé. Via un communiqué de presse (n°012/CENI/2024), daté du 15 février, signé par la rpporteur de la CENI, Patricia Nseyi Mulela, la CENI écrit dans ce texte de trois paragraphes ce qui suit : «La Commission Électorale Nationale Indépendante rappelle à l'opinion publique que les élections législatives nationales et provinciales avaient été annulées dans les circonscriptions de Yakoma dans la province du Nord-Ubangi et de Masimanimba dans la province du Kwilu. Par conséquent, les élections des Sénateurs, Gouverneurs et Vice-gouverneurs de province dans les deux entités provinciales précitées ne seront organisées qu'après la reprise (dans ces entités, ndlr) des élections législatives nationales et provinciales à une date qui

sera communiquée ultérieurement par la CENI ». C'est mot à mot ce que les membres de la société civile de Masimanimba arrivés sans la capitale, avaient réclamé au Président de la République et au Président de la Commission Électorale. Dans les dix secteurs de Masimanimba, c'est, depuis, la satisfaction. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba a aussitôt usé de son compte X (ex-Twitter) @kkmtry: «Soyons derrière de bonnes causes, défendons de bonnes causes. N'hésitons pas à réajuster nos tirs. Merci à la Nouvelle Société Civile et au Mouvement Fils et Filles de MLasimanimba. Merci Segneur Dieu. Merci @cenirdc. Merci @dkadimaofficiel ». Tryphon Kin-kiey Mulumba a été celui qui avait accueilli dans la capitale cette délégation qu'il a reçue trois fois en une semaine et lui a ouvert la porte du Haut Représentant du Chef de l'État, Tony Kanku Shiku qui, nul doute, a joué de son influence pour régler cette situation.

ALUNGA MBUWA ■



Le mémo porté par Masimanimba

N°	NOMS & POST-NOMS	STRUCTURE	SIGNATURE
02	BIHAKA Guy	Membre Filles & Fils	
03	NAKAHOSA EMMANUEL	Membre Filles & Fils et Président de Jeunesse Conscience de MASI 0999024227	
08	MAKENGO	Sec. P. M. F. F.	
09	KUNBANGI	Membre	
06	SENBO LUZO	Membre Filles & Fils	
07	DAM-PAY André	Membre Filles & Fils	
08	MAWESI Paddy	Membre Filles & Fils	
09	AG NZIKAN HUBIRUW Nini	Notable de Kasi	
10	AG-JULY MISITU	Membre Filles & Fils	
11	MUWAKUNDA-MATWANO	Membre Filles & Fils	
12	THONA-KELA Jean Bosco	Conseiller	
13	KILESILA YEMWENI	M - U -	
14	MASITA-DABA	MEMBRE	
15	MAYATA ALFRED	MEMBRE SEC. G. F.	
16	Lucie Maluengo	Membre SC	
17	RICHARD MAYOKO	MEMBRE	
18	LAURENTINE-KAPAZI	MEMBRE	
19	MANGITA-WELCORE	MEMBRE	
20	Oliver Espoir MANGALA	MEMBRE	
21	LUBU MBOLA RYAN	MEMBRE	
22	MUNGUOLA-TAMINIE	MEMBRE	
23	EDUMBE-SISOUX	MEMBRE	
24	MILUNDA-MUNDIESE	MEMBRE	
25	MUNGONGO-MUNSELE	MEMBRE	
26	MUNGONGO-NGAMUYER	MEMBRE	
27	MADONGO	MEMBRE	
28	MUMBALA JETOU	MEMBRE	
29	NGABI-BLANDINE	MEMBRE	
30	MAFUNEU KILO	MEMBRE	
31	MUSAMBA-SAM	MEMBRE	
32	KASONGO Jonathan	MEMBRE	

30	MAYANGA-NORUTA	MEMBRE FILLES & FILS	
31	KIPULU THEO	Membre Filles & Fils	
32	KAPAZI LUNGO	MEMBRE FILLES & FILS	
33	KUNBI KASONGO	Membre Filles & Fils	
34	MUFULA-JOSE	Membre Filles & Fils	
35	PISALO JEROME	Membre Filles & Fils	
36	MAFUNGU-OLIVIER	CONS FILLES & FILS	
37	MURIE PANGIMBA	Membre	
38	MAKWELE Roger	Membre	
39	MAFU KILALO	Membre	
40	Makembe Kamba	Membre	
41	Nandifo Kademba	Membre	
42	Masompamba Solie	Membre	
43	KINDIE SONA	Membre	
44	NZUNDA KAMESSA	Membre	
45	AVIO MARDOCHO	Membre FF	
46	MEYA KATAKATA	SECRETAIRE F.F.	
47	BOY FAHA-MILIER	MEMBRE FF	
48	NABOHO-ALONA	MEMBRE FF	
49	Nukusa Salomon	Membre de l'Etat	
50	NAMBU Soudi	Membre	
51	Soki Muboko Andre	Membre	
52	Meso Lemba Hame	Membre	
53	KIASI LEMBA	Membre	
54	Alulopo Bruce Guilmond	Conseiller	
55	Alalente Molele	Membre	
56	Mumboko pami-pami	Membre	
57	TAMWENI Jean	Membre	
58	Fingila Floki	Membre	
59	Maso Sedrick	Membre	
60	Gulu Kalunga	Membre	

62	Mwanga Corneille	
63	Kimupira Dada Lilian	
64	Matata Papy	
65	Mayamba Godfred	
66	HANDOLO MBATI BENJAMIN	
67	Maluengo Lucie	
68	KILESILA YEMWENI APOLINAIRE	
69	KALIZUNBA-KONDA	
70	CHRIS-KIRATU	
71	KUNBANGI Chantal	
72	JUPIL MUKEMBA	
73	MAFUNGU BRUCE	
74	KUZENZAMA GUELORD	
75	MUNGUOLA Wazob Joseph	
76	Kambamba Cedric	
77	MWARY-LABOTHS	
78	KIMANA-JUNIOR	
79	NAKATALA ARSENE	
80	MUKE MAZENZO	
81	MURZALA Emmanuel	
82	JUNIOR JAMES	
83	KIYETA-KASANDA	
84	MUFUNGU-MA	
85	MUSUMARI	
86	MUBU MANDERBA PAFICA	
87	KITSWAKA SEFU LASSY	
88	KIKIKAMAMA GONIA	

Les Signataires	
-	DADA LIEVIN PRESIDENT DE LA COMMISSION
-	KICANDSI-MASI COORDONATEUR NCC
-	ANICET LUNDIKISA PRESIDENT F.F.M
-	EMMANUEL NAKAHOSA PRESIDENT DE LA JCM
-	Corneille Mwanga Secrétaire de la Présidence
-	Kuzenzama Mado
-	Anastasia NAKAHOSA Directrice de la NCC et coord. nationale de RAPLM
-	Lea N. Zoloko
-	Adrienne TABAKA
-	Potenzamin HANDELO
-	Oliver Espoir MANGALA
-	MEYA PAPI PAMBA
-	Muwalauala Steve
-	YEMWENI ATUMANISA
-	KUPULU LEMALEMA
-	MESO PATIBA
-	NZILA YEMWENI
-	Richard MAYOKO
-	MAYATA VIVIANE

Peut-on être au cœur de la dénonciation de la fraude et tenter de se déshonorer ?

Jamais les Diables ne sauraient entraîner les Saints en Enfer

Est-il possible d'être au cœur de la dénonciation systématique du vandalisme et de la fraude électorale dans sa circonscription brandissant, par ces temps des réseaux sociaux, des preuves matérielles irréfutables reçues au sein des populations elles-mêmes et cela depuis l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs quand des populations locales dénonçaient preuves à l'appui des mouvements de véhicules déboulant de Kinshasa avec des centaines d'électeurs inconnus dans la circonscription ne parlant pas la langue du coin et se faisant enrôler dans des habitations privées, jusqu'au jour/des jours des scrutins proprement dits et, en même temps, être en mesure de se rendre soi-même coupable des faits aussi détestables que condamnables? Au fond, en me jetant aussi impunément de l'opprobre, la CÉNI n'évoque-t-elle pas sa propre turpitude consistant à faire un dénonciateur une victime ?

L'HONNEUR ET LA CONSIDÉRATION.
Quelle personne raisonnable dans le monde pourrait soutenir une telle thèse d'un dénonciateur condamné ? Même si d'aventure cela peut exister, pourrait-on dignement porter d'aussi graves accusations qui mettent en danger l'honneur et la considération d'un homme en l'absence d'un seul fait qui prouve cela et donc sans le moindre début de preuve



La fraude électorale en Une du Soft International, n°1567, daté mercredi 1er mars 2023.

sans être un criminel? Moi, Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba accusé par la Commission Électorale nationale Indépendante de «fraude, corruption, vandalisme de matériel électoral, incitation à la violence et détention illégale des DEV», d'où ceci pourrait sortir ? Si les DEV, les Dispositifs Électroniques de vote, qu'on imagine être des «Machines à voter» que j'aurais détenus, qui les aurait trouvés entre mes mains, où et quand ? Quel véhicule qui m'appartiendrait (ou qui ne m'appartiendrait pas) qui aurait transporté des machines à voter et qui aurait passé une nuit à mon domicile en m'en servant avec le concours des agents de la CÉNI (Quel jour ? Quels agents

? Quel domicile, moi qui avais en permanence en ma compagnie des policiers et une équipe de campagne identifiée ?) En l'espèce, existe-t-il des procès-verbaux de mon arrestation ou de mon interpellation ? Aurais-je (quand ? où ? comment ? devant qui ?) incité qui à la violence contre un seul fonctionnaire de la CÉNI ou un agent de l'ordre moi qui avais voté si paisiblement le 20 décembre, jour légal du vote, dans le centre de Saka ? La fameuse commission CÉNI qui m'a invalidé n'avait-elle pas vu mes photos et mes vidéos prises le jour du vote ? Pouvais-je logiquement disposer de DEV et se rendre en même temps dans un centre de vote pour voter ? Existait-il le moindre début

de preuve à cette grave accusation ? La politique est-elle à ce point devenue une blague pour faire rire les vaches ? Revenons à la première question de ce texte : est-il possible d'être au cœur de la dénonciation systématique du vandalisme et de la fraude électorale dans sa circonscription brandissant, par ces temps des réseaux sociaux, des preuves matérielles irréfutables reçues au sein des populations elles-mêmes et cela depuis l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs quand des populations locales dénonçaient preuves à l'appui des mouvements de véhicules déboulant de Kinshasa avec des centaines d'électeurs inconnus dans la circonscription ne

parlant pas la langue du coin et se faisant enrôler dans des habitations privées, jusqu'au jour/des jours des scrutins proprement dits et, en même temps, être en mesure de se rendre soi-même coupable des faits aussi détestables que condamnables? Qui ne sait à Masi-manimba, dans le pays, dans le monde combien de pages ce journal Le Soft International a consacrées à la dénonciation de la fraude électorale ou les semaines que RadioTéléAction a consacrées à cette campagne en se basant parfois sur mes propres déclarations publiques ou mes conférences de presse? Combien de fois notre parti, le Parti pour l'Action, n'a pas écrit et dénoncé auprès de la CÉNI ces

pratiques massivement observées dans la circonscription ? Les Diables - même s'il y en a plein - peuvent-ils entraîner les Saints en Enfer ? Et par quel miracle ? Nul ne saurait laisser passer une opération qui vise à souiller l'honneur et la considération d'un homme. Quelle honte au fait que ma circonscription ait été aussi souillée par des actes aussi répréhensibles commis par des personnalités publiques et qu'elle soit l'une des deux circonscriptions du pays à voir ses résultats législatifs annulés?

JUSTICE EXISTE AU CONGO.
Comment des esprits avisés ne sauraient s'interroger si un homme peut penser recourir à du tripotage pour gagner des voix quand il a amené la première banque commerciale du pays dans sa contrée, à Masi-manimba, à Kikwit, à Bandundu Ville, en vue d'aider sa communauté en mettant fin à « Maboko Banque » et dont la population lui est reconnaissante? Quand cette personne a lancé un programme de forages sur au moins trois secteurs sur les dix que compte le territoire, qu'elle a ouvert un chantier d'électrification solaire sur une dizaine de centres et villages, qu'elle a distribué à la population des milliers de tôles et de sacs de ciment pour aider celle-ci à sortir du primitisme et dont elle lui est reconnaissante, cette personne peut-elle se douter logiquement de son électorat et recourir à des fabrications de PV? À la suite du Haut Représentant de l'Autorité Morale du

Regroupement Politique AAP qui écrit sur son compte X (Twitter @Tonykan-kuShiku7), je jure avec Dieu que « nul ne nous volera jamais notre victoire et nous nous battons contre vents et marées partout où la loi nous autorise ». En clair, dès lundi 8 janvier, je vais attaquer cette décision de la Commission Électorale nationale Indépendante devant les cours et tribunaux et devant la Cour Constitutionnelle en recrutant grâce à Dieu, les meilleurs avocats du pays afin que la justice dise la justice. Une histoire qui me rappelle celle survenue en 2006, au premier cycle électoral dans notre pays lorsqu'un Patriarche pour qui je n'avais à l'époque que du respect, avait osé déposer une plainte à la Cour Suprême contre mon élection comme Député Indépendant invoquant que j'aurais mis en pleine journée et alors que les scrutins avaient déjà partout commencé et à la demande de l'abbé Apollinaire Malu-Malu Muholangu, le président de la CÉNI de l'époque, un véhicule à la disposition de l'antenne locale et sous son seul contrôle pour l'aider à faire partir vers un centre de vote du matériel de vote et que les hauts juges n'avaient pas estimé devoir ouvrir le dossier, le classant sans suite sans même me faire venir à la barre. Ce fut signé que la justice existe au Congo et je reste convaincu que ce qu'il s'est passé il y a treize ans à la Cour Suprême va se reproduire à la Cour Constitutionnelle. J'attends que la CÉNI vienne nous démontrer le contraire.

KKMTRY ■

La démocratie est-elle en jeu?

Plus de quatre milliards de personnes pourront voter cette année dans plus de soixante pays. Face à la crainte d'un recul de la démocratie, des experts expliquent les différentes manières dont le processus électoral peut être corrompu et comment le repérer.

Qu'est-ce que l'intégrité électorale? C'est lorsque l'ensemble du processus électoral reflète la volonté des électeurs et la manière dont ils votent, déclare Riccardo Chelleri, fonctionnaire électoral de l'Union Européenne. Il explique que les citoyens doivent pouvoir avoir confiance dans le processus afin de se rendre aux urnes le jour de l'élection. « L'élection doit se dérouler de manière transparente afin que chacun dispose des informations dont il a besoin », déclare-t-il. L'homme qui travaille pour la division Démocratie et Observation Électorale du service extérieur de l'Union européenne, SEAE, poursuit : « L'élection doit être ouverte à tous. Il ne s'agit pas seulement de permettre aux électeurs de voter. Il s'agit aussi de permettre à tous les partis politiques de participer, de faire campagne sans violence ». Professeur de démocratie à l'Université de Birmingham Royaume-Uni, coauteur du livre *How to Rig an Election* (Comment truquer une élection), Nic Cheeseman explique que ses recherches montrent que la qualité des élections, où les candidats et les citoyens peuvent participer librement et où les votes sont comptés avec précision, est en déclin dans toutes les régions du monde. Il y a un risque que les élections de mauvaise qualité deviennent la



Les experts mettent en garde contre la dégradation de la qualité des élections dans le monde entier. DR.

norme, ajoute-t-il. «Aucune élection n'est parfaite, mais des élections de qualité permettent aux électeurs de choisir leur gouvernement et de demander des comptes à leurs dirigeants », déclare ce professeur.

LES JUGES N'ONT PAS SUIVI TRUMP.

Qu'est-ce que la manipulation électorale ? Le processus électoral commence le lendemain d'une élection et se poursuit jusqu'à l'élection suivante. Selon les experts, la manipulation des électeurs peut se produire à n'importe quel moment de ce cycle. « Seuls les amateurs truquent les élections le jour même. Les professionnels manipulent les élections un an à l'avance », poursuit le professeur. Parmi les techniques utilisées, le gouvernement au pouvoir utilise les forces de sécurité pour intimider l'opposition, censure les médias pour empêcher l'opposition de faire pas-

ser son message et modifie le processus d'inscription sur les listes électorales pour favoriser les partis au pouvoir. «Ce qui se passe généralement, c'est que le pouvoir en place nomme des juges qui ne sont pas indépendants, de sorte qu'aucun recours contre les résultats finaux n'est accepté », explique Riccardo Chelleri. Cela dit, malgré les craintes répandues, cela ne semble pas s'être produit aux États-Unis. Alors que le président républicain Donald Trump avait nommé trois juges à la Cour Suprême, donnant à celle-ci une majorité conservatrice de 6-3, ceux-ci s'étaient massivement prononcés contre lui dans les procès qu'il a intentés pour contester sa défaite à l'élection présidentielle de 2020 face à Joe Biden. Une autre technique de manipulation des élections est le «gerrymandering», qui consiste à redessiner les circonscriptions électorales au profit d'un certain

groupe. Les partis au pouvoir ou les gouvernements peuvent également utiliser des fonds publics pour soutenir la campagne du candidat sortant, diffuser de la désinformation pour discréditer le processus électoral ou acheter des voix. «Aux États-Unis, le charcutage électoral, la suppression d'électeurs et la désinformation suscitent de vives inquiétudes », explique le professeur Cheeseman. «Nous avons déjà vu un faux message numérique manipulé pour ressembler au président Biden et dire aux gens de ne pas se donner la peine de voter, et nous ne sommes même pas encore dans le feu de la campagne ». La désinformation, la manipulation électorale et la violence politique risquent également de se produire lors des élections au Salvador, en Inde et au Sri Lanka, ajoute-t-il. Qu'est-ce que la fraude électorale ? Il s'agit de la tentative

de modifier le résultat d'une élection une fois que les votes ont été exprimés. Il peut s'agir de placer des bulletins de vote pré-remplis dans les urnes, de modifier le décompte des voix une fois les votes exprimés ou de détruire les urnes pour annuler les votes de l'opposition. Au cours des trois jours de scrutin des élections législatives de 2021 en Russie, des allégations de fraude électorale généralisée ont été formulées, notamment des bourrages d'urnes et des menaces à l'encontre d'observateurs électoraux. Des vidéos largement partagées en ligne ont montré des personnes en train de bourrer des papiers dans des urnes. Toutefois, le gouvernement russe a déclaré qu'il n'avait pas enregistré de «violations significatives ». Mais si vous contrôlez totalement le processus, vous pouvez tout simplement «mentir », explique Cheeseman. Selon lui, le trucage

des votes peut se produire n'importe où, y compris dans les pays dotés d'un système électoral solide. Dans ces pays, des observateurs nationaux et des agents des partis politiques sont généralement présents dans de nombreux bureaux de vote, afin d'enregistrer les votes et de comptabiliser leurs propres résultats. Nic Cheeseman cite l'élection présidentielle de 2016 au Ghana, où les partis d'opposition ont utilisé une application de téléphonie mobile pour aider à collecter les résultats. En Zambie, en 2021, des observateurs nationaux et des groupes religieux ont collaboré avec la communauté internationale pour dresser une liste parallèle des résultats. Cela a fait pression sur la commission électorale pour qu'elle publie des résultats similaires. Cependant, cette tâche s'est compliquée au cours des dix dernières années, explique Cheeseman, car les gouverne-

ments autoritaires ont adopté des lois visant à limiter les activités de la société civile et des ONG au cours du processus électoral. De plus, les observateurs électoraux n'assistent qu'à la dernière partie du processus électoral, selon Riccardo Chelleri, et ne peuvent pas empêcher les fraudes commises à un stade antérieur. Les partis d'opposition peuvent-ils commettre des fraudes électorales? L'opposition peut également faire des choses «sournoises » et s'en tirer, explique le professeur Nic Cheeseman. «Quelqu'un comme Donald Trump, qui est actuellement dans l'opposition, peut lancer toutes sortes d'allégations, certaines vraies, la plupart fausses, et s'en servir pour tenter de saper le gouvernement », explique-t-il. Les démocraties sont-elles finalement en danger ? «Ne nous faisons pas d'illusions. Nous traversons une mauvaise période pour la démocratie dans le monde », déclare Riccardo Chelleri, fonctionnaire de l'Union européenne. «Je pense qu'il y a eu une récession démocratique au cours des cinq dernières années ». Selon lui, les facteurs dans une démocratie où les élections sont toujours truquées, tôt ou tard, ils commenceront à se poser des questions. Quel est l'intérêt de voter ou de participer à la vie politique si le système ne nous permet jamais de faire un véritable choix ? »

ISSARIYA PR ■

Elon Musk déclare avoir implanté une puce cérébrale dans un cerveau humain

Le jour où l'homme contrôlera les ordinateurs par la pensée approche-t-il ? L'entrepreneur Elon Musk, la personne la plus riche du monde, a alimenté le débat en annonçant que sa société Neuralink avait réussi à implanter une de ses puces cérébrales dans une personne.

Dans un tweet sur X, cet homme, né le 28 juin 1971 à Pretoria, Afrique du Sud, chef d'entreprises et milliardaire sud-africain, canadien et américain, a déclaré qu'une activité cérébrale «prometteuse» avait été détectée après l'intervention et que le patient « se remettait bien ». L'objectif de l'entreprise est de faire en sorte que cette technologie permette de traiter des maladies neurologiques complexes. « Pour toute entreprise produisant des dispositifs médicaux, le premier essai sur l'homme est une étape importante », déclare le professeur Anne Vanhoostenberghe du King's College de Londres. Selon l'experte, plusieurs entreprises travaillent sur des produits prometteurs, mais seules quelques-unes ont réussi à implanter leurs dispositifs chez l'homme. Mme Vanhoostenberghe prévient toutefois que le « véritable succès » ne peut être mesuré qu'à long terme et qu'« Elon Musk est très doué pour créer un battage médiatique autour de son entreprise ».

Jusqu'à présent, il n'existe aucune vérification indépendante des affirmations de Musk. Neuralink n'a pas non plus fourni d'informations sur la procédure. Des contacts ont eu lieu avec l'entreprise et l'autorité américaine de réglementation médicale, la Food and Drug Administration, FDA pour obtenir des commentaires. Dans un autre post sur X, Musk a indiqué que le premier produit de



Elon Musk, l'homme le plus riche du monde né à Pretoria, Afrique du Sud, canadien et américain, a-t-il encore inventé quelque chose de surprenant ? DR.

Neuralink s'appellerait Telepathy. « Les premiers utilisateurs seront ceux qui ont perdu le contrôle de leurs membres », a-t-il ajouté. Il a ensuite fait référence à Stephen Hawking, le célèbre scientifique britannique qui souffrait d'une grave maladie neuromotrice. « Imaginez que Hawking ait pu communiquer plus rapidement qu'une dactylo ou qu'un

commissaire-priseur. Tel est l'objectif ». La procédure consiste à implanter une petite puce hermétiquement fermée directement dans le cerveau du patient. Cette puce est reliée à 1.024 minuscules électrodes, pas plus épaisses qu'un cheveu humain, et est alimentée par une batterie qui peut être rechargée sans fil. Elle crée une interface avec un ordina-

teur externe, ce qui lui permet d'envoyer et de recevoir des signaux.

EST-CE SÛR ?

Les inquiétudes suscitées par cette technologie portent sur les risques physiques à court terme, les implications médicales à long terme et les questions éthiques. Toute opération du cerveau comporte des dangers. En décembre 2022, un

rapport de l'agence britannique Reuters indiquait que Neuralink avait participé à des essais qui avaient entraîné la mort d'environ 1.500 animaux, dont des moutons, des singes et des porcs.

En juillet 2023, le ministère américain de l'Agriculture, qui est chargé d'enquêter sur les questions de bien-être animal, a déclaré qu'il n'avait constaté aucune vio-

lation des lois sur la recherche animale dans l'entreprise de Musk, bien qu'une enquête distincte soit en cours. Le fait que la FDA ait approuvé l'essai sur l'homme implique toutefois que l'entreprise de Musk a surmonté certains de ses obstacles. La préoccupation la plus sérieuse concerne peut-être les conséquences à long terme de l'utilisation d'un tel dispositif dans le cerveau, un organe complexe dont on ignore encore beaucoup de choses. Comme il s'agit d'une industrie naissante, il n'y a pas assez de données sur les dommages potentiels. Cela changera avec les expériences sur l'homme et sera essentiel pour le développement de produits similaires. Les questions éthiques sont plus subjectives. Ces technologies suscitent des inquiétudes quant à la protection des données, aux utilisations potentielles et à la possibilité d'améliorer les capacités cognitives humaines. Alors que Musk a ramené la technologie sous les feux de la rampe avec son annonce, certains de ses rivaux travaillent depuis deux décennies. La société américaine Blackrock Neurotech, basée dans l'État de l'Utah, a mis en œuvre la première de ses nombreuses interfaces cerveau-ordinateur en 2004.

Precision Neuroscience, créée par l'un des cofondateurs de Neuralink, vise également à aider les personnes paralysées.

Son implant ressemble à un morceau de ruban adhésif très fin qui est placé à la surface du cerveau et peut être implanté par une « microfente crânienne », ce qui, selon l'entreprise, est une procédure beaucoup plus simple. D'autres dispositifs existants ont également donné des résultats. Dans deux études scientifiques distinctes menées récemment aux États-Unis, des implants ont été utilisés pour surveiller l'activité cérébrale lorsqu'une personne tentait de parler, activité qui pouvait ensuite être décodée pour l'aider à communiquer. D'autres entreprises ont réalisé des avancées similaires dans ce domaine, notamment l'École polytechnique fédérale de Lausanne, EPFL, en Suisse, qui a pu permettre à un homme paralysé de marcher simplement par la pensée. Pour ce faire, des implants électroniques ont été placés dans le cerveau et la colonne vertébrale de l'homme afin de communiquer ses pensées sans fil à ses jambes et à ses pieds. Les détails de cette avancée ont été publiés dans la revue à comité de lecture Nature en mai 2023.

avec AGENCES ■

Est-il atteint du syndrome d'Asperger?

L'entrepreneur tech Elon Musk a révélé qu'il était atteint du syndrome d'Asperger. L'homme de 51 ans a dit à la télévision qu'il était « la première personne atteinte du syndrome d'Asperger » à animer une émission à succès, celle de sketches comiques Saturday Night Live, SNL. Et ce fut sous les applaudissements nourris du public.

Les personnes atteintes du syndrome d'Asperger interprètent l'environnement qui les entoure différemment des autres personnes. On pense que c'est la première fois que M. Musk parle de son état. « Je n'ai pas toujours beaucoup d'intonation ou de variation dans ma façon de parler... ce qui, m'a-t-on dit, est très comique », a-t-il plaisanté dans son monologue d'ouverture. « En fait, j'entre dans l'histoire ce soir en étant la première personne atteinte du

syndrome d'Asperger à présenter le SNL ». Certaines personnes sur les réseaux sociaux ont toutefois remis en question son affirmation. Ils ont souligné que l'humoriste Dan Aykroyd, qui a parlé publiquement de son expérience de la Tourette et du syndrome d'Asperger, a déjà présenté le SNL.

SON CERVEAU ET SES TWEETS. M. Musk, qui compte plus de 53 millions de followers sur Twitter, a également plai-

santé sur son utilisation des réseaux sociaux. Il a fait face à des critiques et même à des menaces de poursuites judiciaires pour ses tweets dans le passé. « Écoutez, je sais que je dis ou poste parfois des choses étranges, mais c'est juste la façon dont mon cerveau fonctionne », a-t-il déclaré. « À tous ceux qui ont été offensés, je veux juste dire que j'ai réinventé les voitures électriques et que j'envoie des gens sur Mars dans une fusée. Vous pensiez que j'allais

aussi être un mec cool et normal ? » Qu'est-ce que le syndrome d'Asperger ? Le syndrome d'Asperger est un handicap permanent qui affecte les personnes de différentes manières. Certains choisissent de ne pas utiliser ce terme, tandis que d'autres préfèrent se qualifier d'autistes ou de personnes appartenant au spectre autistique. Les personnes atteintes du syndrome peuvent avoir des difficultés à interpréter le langage verbal et non

verbal, et peuvent avoir besoin de plus de temps pour traiter les informations. Elles peuvent également avoir du mal à exprimer leurs sentiments de manière conventionnelle. Mais elles peuvent être plus empathiques ou plus conscientes de leurs émotions que les personnes non autistes. De nombreuses personnes atteintes du syndrome d'Asperger ont des intérêts intenses et très ciblés - certains les orientent vers une carrière réussie.

Quels effets le beurre de cacahuète a sur la santé?

Une pâte à tartiner populaire et une bonne source

de protéines, mais le beurre de cacahuètes est-il un choix sain ?

Malgré les idées reçues, les arachides, également connues sous le nom de noix moulues, sont une légumineuse plutôt qu'un fruit à coque, et le beurre de cacahuète est la pâte à tartiner populaire que l'on fabrique à partir de ces arachides. Le beurre de cacahuète produit dans le commerce est obtenu en rôtissant les cacahuètes, en les blanchissant à la chaleur ou à l'eau pour en retirer la peau, puis en les broyant pour en faire une pâte. Il peut être aromatisé avec de l'huile, des condiments, des édulcorants et d'autres ingrédients pour en améliorer le goût et la texture.

Il est disponible en version lisse ou croquante. Il peut être bénéfique pour la santé: est riche en nutriments; constitue une source d'énergie équilibrée; est riche en graisses saines; est une source d'énergie compacte; constitue une source végétale utile de protéines; est une source de composés végétaux protecteurs; est une source de fibres; a une faible valeur glycémique; est une source de coenzyme Q10; est riche en stanols et stérols végétaux.

Une cuillère à soupe de beurre de cacahuète (16g) apporte 97kcal/402kj; 3,6 g de protéines; 8,3 g de matières grasses; 2,0 g de graisses saturées; 2,1 g de glucides; 1,1g de sucres; 1,1 g de fibres. De nombreuses marques ajoutent des ingrédients tels que de l'huile, du sucre ou du xylitol, ainsi que du sel, ce qui modifie le profil nutritionnel. Par exemple, les produits commercialisés comme étant «à teneur réduite en matières grasses» peuvent contenir du sucre ajouté pour en rehausser le goût.

Mais à l'achat vérifiez attentivement les étiquettes et, dans la mesure du possible, choisissez du beurre de cacahuète dont la teneur en cacahuètes est aussi proche que possible de 100 %.

Ses dix bienfaits :

■ 1. Dense en nutriments. Les arachides sont riches en nutriments et fournissent un certain nombre de minéraux, dont le magnésium, le fer et le zinc, ainsi que le



Le beurre de cacahuète. Bon ou pas pour la santé? DR.

cuivre. Elles sont également une source de vitamines, notamment du groupe B et de la vitamine E.

■ 2. Une source d'énergie équilibrée. Les cacahuètes constituent une source équilibrée de protéines et de glucides, avec une contribution légèrement plus élevée d'énergie provenant des graisses. Le beurre de cacahuètes est donc riche en calories.

■ 3. Source de graisses saines. Il est une riche source de graisses, notamment d'acide oléique, une graisse monosaturée saine que l'on trouve également dans l'huile d'olive. L'acide oléique a été associé à plusieurs bienfaits pour la santé, notamment une meilleure sensibilité à l'insuline. Bien que les cacahuètes contiennent quelques graisses saturées, la majorité des graisses qu'elles contiennent sont des graisses monosaturées, avec des niveaux équilibrés de graisses polyinsaturées et saturées. Une cuillère à soupe de beurre de cacahuète représente environ 10 % de l'apport quotidien recommandé en graisses saturées pour un adulte.

■ 4. Une source d'énergie compacte. Les cacahuètes fournissent une grande quantité d'énergie pour une consommation moindre. Cela peut être utile pour les personnes ayant peu d'appétit, ainsi que pour les personnes souffrant de malnutrition.

■ 5. Une source végétale utile de protéines. Les cacahuètes sont une bonne source de protéines végétales, même si, comme d'autres légumineuses, elles sont pauvres en certains acides aminés essentiels, dont la lysine et la méthionine.

■ 6. Source de composés végétaux protecteurs. Le beurre de cacahuète est riche en composés végétaux qui ont un effet antioxydant protecteur, comme l'acide p-coumarique et le resvératrol. Des études sur les animaux ont suggéré que

ces composés sont associés à divers avantages pour la santé, notamment la réduction du risque de maladie cardiaque et la réduction de l'arthrite chez les rongeurs.

■ 7. Source de fibres. Le beurre de cacahuètes est une bonne source de fibres. Lorsqu'il est fabriqué à partir de cacahuètes dont la peau est intacte, il apporte environ 1,3 g de fibres par cuillère à soupe (contre 0,98 g à 1,1 g pour le beurre de cacahuètes sans la peau). Les fibres alimentaires contribuent à la santé de l'intestin et au transit digestif, ainsi qu'à la gestion de l'appétit en améliorant les niveaux de satiété.

■ 8. Une valeur glycémique faible. Les cacahuètes ont une faible valeur glycémique, c'est-à-dire la vitesse à laquelle notre corps transforme les glucides en énergie sous forme de glucose. La vitesse à laquelle cela se produit et l'augmentation du taux de glucose dans le sang sont mesurées par un score sur l'échelle de l'indice glycémique, IG. Les cacahuètes ont un IG faible. Lorsque le beurre de cacahuètes est ajouté à un aliment à IG élevé, tel qu'un bagel, le beurre de cacahuètes contribue à réduire l'IG du repas et à stabiliser la glycémie afin qu'elle n'augmente pas trop rapidement.

■ 9. Source de coenzyme Q10. Les cacahuètes et leur peau sont riches en composants biologiquement actifs, dont la coenzyme Q10. Ce composé essentiel peut soutenir la peau, le cerveau et les poumons et protéger le cœur d'un manque d'oxygène, une situation qui peut survenir à la suite d'une maladie coronarienne.

■ 10. Riche en stanols et stérols végétaux. Les cacahuètes et le beurre de cacahuète sont riches en composés végétaux appelés stanols et stérols, qui inhibent l'absorption du cholestérol alimentaire. On pense que ces composés peuvent également contribuer

à réduire le risque de maladie cardiaque. Est-il sans danger ? Les arachides sont un aller-

gène courant et doivent donc être évitées par les personnes qui y sont allergiques. Si vous êtes

concerné, vérifiez attentivement les étiquettes des produits.

NICOLA SHUBROOK ■

Le sport prolonge la vie

Les recherches sur le mode de vie et la longévité révèlent systématiquement que les personnes qui font davantage d'exercice vivent plus longtemps. Les résultats du rapport de la finlandaise Finnish Twins Cohort Study, qui souligne qu'il y a peu d'effet direct de « l'activité physique pendant les loisirs » sur l'espérance de vie sont ainsi surprenants.

Le comportement humain et la biologie sont complexes et interagissent avec la société et l'environnement dans son ensemble. La quantité d'exercice qu'une personne fait peut être liée à sa génétique, à son régime alimentaire, à son handicap, à son éducation, à sa richesse ou simplement au fait qu'elle dispose de suffisamment de temps libre et d'un espace vert sûr. Vous pouvez probablement penser à une dizaine d'autres choses qui pourraient être associées à la santé d'une personne et à la quantité d'exercice qu'elle fait. Le sens de la causalité ne sera pas toujours clair. S'il est certainement vrai que les personnes qui font plus d'exercice vivront en moyenne plus longtemps, il est beaucoup plus difficile de savoir dans quelle mesure l'exercice lui-même affecte la longévité, par rapport à ces autres facteurs.

Comment pouvons-nous espérer isoler cet effet causal unique de la complexité de la vie des gens ? Les jumeaux ont une génétique et des expériences de vie similaires ou identiques, nous pouvons donc tester plus directement comment les différences dans leur comportement au cours de la vieillesse affectent l'espérance de vie. L'approche adoptée par les chercheurs de l'Université de Jyväskylä en Finlande qui a utilisé des questionnaires d'exercice administrés à 11.000 couples de jumeaux adultes de même sexe en 1975, 1981 et 1990, et a lié ces résultats aux enregistrements de décès jusqu'en 2020. Mortalité inférieure chez les plus actifs. Les chercheurs ont constaté que, comme prévu, les

plus actifs avaient un taux de mortalité inférieur de 24% à celui des moins actifs. Cet effet est plus faible que ce que suggéraient les études précédentes, et la majeure partie du risque excessif a été constatée chez les 10% des participants à l'étude les moins actifs. Ils ont également examiné l'âge biologique, mesuré par le degré de dommage à l'ADN (méthylation), et ont découvert, de manière surprenante, que les groupes les plus actifs et les moins actifs semblaient biologiquement plus âgés que les autres.

UN RÔLE NÉAN-MOINS MOINDRE.

La gemellité est une question de génétique et de différences au début de la vie, mais qu'en est-il des autres aspects d'un comportement sain? Lorsque le tabagisme, la consommation d'alcool et l'indice de masse corporelle, IMC, ont été pris en compte dans l'analyse, le lien entre exercice et longévité a été considérablement réduit, avec seulement une différence de 9% dans le taux de mortalité parmi le groupe le moins actif et les autres - et aucune différence entre les personnes très et modérément actives. En d'autres termes, pour un éventuel couple de jumeaux ayant des niveaux d'activité très différents mais les mêmes antécédents de tabagisme, de consommation d'alcool et d'IMC, il y aurait très peu de différence en termes d'espérance de vie. Mais que signifie modifier les niveaux d'exercice alors que tous les autres aspects de la santé restent constants? Par exemple, si l'effet de l'exercice sur la mort était médié par la perte de poids, cette analyse ne révélerait pas ce lien. Que se passe-t-il si l'exercice augmente mais que le poids ne change pas, alors quelque chose d'autre devrait-il compenser ? Certaines données indiquent également que l'effet de l'exercice était plus fort au cours des 20 premières années suivant l'évaluation par rapport à la décennie suivante. Par consé-

quent, il est possible que l'exercice doive être maintenu pour que les avantages en matière de longévité perdurent plus tard dans la vie.

Cela serait conforme aux preuves issues d'essais cliniques montrant des bénéfices plus immédiats sur la santé des interventions d'exercice chez les personnes souffrant de maladies préexistantes. Cela serait conforme aux preuves issues d'essais cliniques montrant des bénéfices plus immédiats sur la santé des interventions d'exercice chez les personnes souffrant de maladies préexistantes. Alors, que pouvons-nous conclure avec certitude de ces nouvelles découvertes - qui ont remporté un prix national de médecine du sport en Finlande, mais qui n'ont pas encore été évaluées par des pairs ?

De toute évidence, les personnes qui font plus d'exercice vivent en moyenne plus longtemps. La génétique, les facteurs sociaux, l'état de santé existant et d'autres aspects du mode de vie expliquent en partie cette association. Nous ne devrions pas exclure un lien direct entre l'exercice et la longévité, mais cette étude suggère que celui-ci pourrait jouer un rôle moindre qu'on ne le pensait auparavant.

Cependant, des preuves expérimentales montrent que l'exercice peut prévenir les maladies et les handicaps, améliorer l'humeur et la qualité de vie globale, ce que beaucoup considéreraient comme des résultats plus importants que la simple durée de vie. Il peut être difficile pour les gens de maintenir leurs changements de mode de vie. C'est pourquoi les efforts sociaux et environnementaux, tels que le maintien d'espaces verts de haute qualité, sont importants pour soutenir des modes de vie sains.

Les inégalités sociales en matière de santé et de longévité existent et augmentent. Il est donc essentiel que nous continuions à mieux comprendre pourquoi et ce que nous devrions faire pour y remédier.

GEORGE M. SAVVA ■

Le cerveau de Lénine fut découpé en 30.953 morceaux

Après la mort du fondateur de l'Union Soviétique aujourd'hui disparue, Vladimir Ilitch Oulianov, plus connu sous le nom de Lénine, en janvier 1924, certains des médecins qui s'occupaient de lui ont proposé de lui retirer le cerveau afin de l'étudier.

Il y a cent ans, l'objectif de ces scientifiques et de leurs alliés politiques était de découvrir où se trouvait ce qu'ils considéraient comme le «génie» de Lénine.

L'idée a été approuvée par la hiérarchie soviétique, qui a créé une institution pour mener à bien ces recherches.

Un siècle plus tard, où se trouve le cerveau de Lénine et quels sont les résultats des analyses? Réponses des historiens et des neurochirurgiens qui ont étudié le dossier.

UN INVITÉ INCONFORTABLE.

L'histoire du cerveau de Lénine commence par une proposition faite au Politburo (le Comité Central du Parti communiste de la défunte Union Soviétique) par le ministre de la santé, Nikolai Semashko, et l'assistant personnel de Staline, Ivan Tovstukha, d'«exporter» l'organe à Berlin, en Allemagne, «pour étude», a déclaré l'historien américain Paul Roderick Gregory. L'expert, auteur du livre *Lenin's Brain and Other Tales from the Secret Soviet*, précise qu'à l'époque de la mort du leader soviétique, la Russie manquait de neuroscientifiques.

Les autorités soviétiques ont donc invité le médecin allemand Oskar Vogt (1870-1959) à analyser l'organe, qui a été placé dans du formaldéhyde (le formol) après avoir été prélevé lors de l'autopsie. Neurologue de renom, Vogt a fondé et dirigé l'Institut de Recherche sur le Cerveau de l'empereur Guillaume (aujourd'hui la Société Max Planck, organisation prestigieuse qui regroupe plusieurs centres scientifiques allemands). «L'Allemagne avait le meilleur niveau scientifique de l'époque et le plus grand nombre de prix Nobel», explique José Ramón Alonso, professeur de neurobiologie à l'Université de Salamanca, Espagne. «Bien que Vogt ait été réticent à accepter cette



Ils étaient convaincus que le leader bolchévique était un être exceptionnel. Après la mort, en janvier 1924, de celui qui fut le fondateur de l'Union soviétique aujourd'hui disparue, Vladimir Ilitch Oulianov, plus connu sous le nom de Lénine, certains des médecins qui s'occupaient de lui ont proposé de lui retirer le cerveau afin de l'étudier. DR.

tâche, le Gouvernement allemand l'a poussé à le faire. À l'époque, l'Allemagne souhaitait maintenir de bonnes relations avec l'URSS, afin de surmonter, par l'intermédiaire de ce pays, les sanctions qui l'empêchaient de développer des armements après la Première Guerre mondiale», ajoute l'expert, qui a étudié le sujet pour son livre *Historia del Cerebro* («Histoire du cerveau»). Le projet d'emmener le cerveau de Lénine à Berlin n'a cependant pas abouti. «Staline n'aimait pas l'idée qu'un étranger soit impliqué dans ce processus, car il n'aurait pas pu le contrôler», explique Gregory, membre de l'Institut Hoover de l'Université de Stanford aux États-Unis.

COMME DU FROMAGE SUISSE.

Malgré les objections d'une partie de la direction soviétique, Vogt a finalement été invité à participer aux recherches et s'est vu remettre l'une des 30.953 parties du cerveau du défunt dirigeant avait été découpé, qu'il a pu ramener dans son laboratoire en Allemagne pour l'étudier. En retour, Moscou a demandé au spécialiste allemand de former des médecins russes aux neurosciences et de diriger la création de l'Institut Russe du cerveau (aujourd'hui Académie russe des sciences médicales). Cependant, des années plus tard, les démêlés de Vogt avec le régime nazi lui ont non seulement coûté ses postes en Allemagne, mais ont également donné à Staline l'excuse de le renvoyer, ajoute l'historien américain. Les doutes soviétiques sur l'intervention

étrangère semblent alors justifiés. Dans les années 1930, le Troisième Reich prétendait que Lénine était malade et que son cerveau ressemblait à du «gruyère», rappelle M. Alonso. C'est ainsi que presque à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Moscou a lancé une opération secrète pour sauver l'échantillon qui était entre les mains de Vogt, expliquent les chercheurs belges L. van Bogaert et A. Dewulf. «Les Soviétiques craignaient que l'échantillon de Vogt ne tombe entre les mains des Américains et qu'ils puissent l'utiliser pour discréditer Lénine, en disant qu'il souffrait de syphilis ou qu'il n'était pas un génie», explique le professeur espagnol. À la fin des années 1920, Vogt a présenté les résultats préliminaires de ses études lors d'une série de conférences en Europe. Il y affirme que «les neurones pyramidaux de la couche III du cortex cérébral de Lénine étaient exceptionnellement grands et nombreux». Pour le neurologue allemand, cela explique l'«esprit agile» du leader défunt et sa capacité à «relier les idées très rapidement, ainsi que son sens de la réalité», raison pour laquelle il a qualifié Lénine d'«athlète de la pensée associative». Bien qu'à première vue, l'expert ait donné à Moscou ce qu'il cherchait, certains dirigeants soviétiques n'étaient pas satisfaits. La raison? D'autres experts de l'époque soutenaient que des neurones pyramidaux nombreux et de grande taille étaient également caractéristiques d'un retard mental, averti un dirigeant communiste dans un rapport.

«Les conclusions de Vogt ont été largement critiquées parce qu'on pense qu'il a dit aux Russes ce qu'ils voulaient entendre : que le cerveau de Lénine était unique et exceptionnel», explique Alonso. «Les autorités soviétiques soutenaient que Lénine était le plus grand des génies et espéraient que son cerveau avait des caractéristiques spéciales et qu'il y avait quelque chose de distinctif qui leur permettrait de dire qu'il n'était pas comme celui de n'importe quel autre être humain», ajoute le neurobiologiste espagnol. Vogt pensait qu'il existait des liens directs entre la structure (taille et forme) du cerveau et l'intelligence des personnes. Peut-on considérer comme intellectuellement supérieur une personne qui a prôné l'usage de la terreur pour contrôler les masses ou qui a vécu aux crochets de sa mère jusqu'à la mort de celle-ci? Les biographes soviétiques n'en ont pas tenu compte et ont souligné que la grande mémoire de Lénine lui permettait de maîtriser sept langues et de rédiger un article pour un journal en une heure seulement. La recherche de la racine du «génie» du leader bolchevique a duré plus d'une décennie, car il a fallu commencer à collecter d'autres cerveaux pour que les experts puissent les comparer à celui du révolutionnaire défunt, expliquent les spécialistes du sujet. C'est pourquoi aujourd'hui, non seulement le cerveau de Lénine est conservé sous clé sur les étagères de l'Académie des Sciences Médicales de Moscou, mais aussi

ceux du physiologiste Ivan Pavlov, de l'ingénieur aéronautique Konstantin Tsiolkovski et de l'écrivain Maxime Gorki. Cependant, les morceaux de cerveau du fondateur de l'URSS ont été comparés non seulement à ceux de brillants compatriotes, mais aussi à ceux de dix citoyens ordinaires. Les résultats n'ont pas été rendus publics et n'ont été présentés qu'aux plus hautes autorités. «À l'Institut Hoover, il y a une copie du rapport de 63 pages que le Politburo a reçu. Le rapport est en mauvais état et contient beaucoup de langage scientifique et d'absurdités, mais il conclut clairement que Lénine était un génie jusqu'à la fin de ses jours. Et ce, malgré le fait qu'il ait subi quatre attaques cérébrales et qu'il ait été frappé d'incapacité à partir de la deuxième», explique Gregory. «La lecture de ce document était comique, car on avait l'impression que (ses auteurs) inventaient des choses pour arriver à la conclusion qu'ils voulaient», ajoute-t-il. Alors qu'il ne pesait que 1,3 kg, contre plus de 2 kg pour certains écrivains célèbres de l'époque, les chercheurs soviétiques ont assuré que le cerveau de Lénine présentait une «complexité de reliefs et des particularités dans la configuration des sillons et des circonvolutions, notamment dans son lobe frontal» digne d'une personne aux «capacités intellectuelles élevées». Alonso rejette les conclusions de Vogt et de ses successeurs. «Personne ne croit que la taille ou la forme du cerveau a quelque chose à voir avec l'intelligence (...) Il y a des gens avec de gros cerveaux qui ont laissé de grandes œuvres artistiques ou scientifiques, mais il y a aussi des gens avec de petits cerveaux qui l'ont fait. Nous n'avons pas trouvé de modèle qui nous permette de dire où se trouve le génie», explique-t-il. Et Alonso de souligner qu'«aujourd'hui, nous débattons encore de ce que nous appelons l'intelligence». «Le peintre Vincent Van Gogh est considéré comme un génie artistique, mais il avait de nombreux problèmes. Il en va de même pour (le physicien Isaac) Newton, qui est considéré comme le meilleur scientifique de l'histoire, mais qui n'avait pas d'amis et vivait presque

dans la pauvreté, même s'il avait de l'argent», conclut l'expert.

UNE ARME POLITIQUE.

Après la dissolution de l'URSS en 1991, certains scientifiques ayant conservé ou examiné le cerveau de Lénine ont commencé à proposer d'autres versions que la version officielle. «Il avait certainement un grand lobe frontal et un grand nombre de neurones pyramidaux. Mais qu'est-ce que cela signifie? Nous ne pouvons que spéculer (...) qu'il n'y a rien de spécial dans le cerveau», admettait en 1993 Oleg Adrianov, alors directeur du centre qui protège les cerveaux du leader bolchevique. «Je ne pense pas qu'il était un génie», concluait le scientifique russe dans des déclarations à la presse britannique. L'étude du cerveau de Lénine a également été l'une des armes avec lesquelles Staline a cherché à s'imposer comme l'héritier du fondateur de l'URSS. «Staline voulait non seulement prouver le génie de Lénine, mais aussi en devenir l'interprète afin de renforcer sa position dans la lutte pour le pouvoir qui s'est engagée dès la mort de Lénine», ajoute Gregory. Mais le cerveau de Lénine n'est pas la seule chose que Staline a utilisée dans sa guerre pour le pouvoir. Il a ignoré les souhaits de son prédécesseur et de sa famille et a décidé de conserver le corps de Lénine et de l'exposer publiquement comme celui d'un saint dans le mausolée construit sous les murs du Kremlin, où il se trouve encore aujourd'hui. Cependant, des experts tels que l'historien cubain Armando Chaguaceda estiment que c'est Lénine lui-même qui est à l'origine du processus de déification qui s'en est suivi. «Lénine est le créateur de l'État totalitaire soviétique, dont l'un des piliers est la propagande», explique-t-il. «Une chose est ce que les dirigeants disent et une autre est ce qui se passe en pratique, car tous ces dirigeants : Lénine, Fidel Castro ou Mao Zedong ont dit qu'ils ne voulaient pas de culte de la personnalité autour d'eux, mais c'était de la rhétorique, car dans la vie ils ont organisé ou parrainé un culte de leur figure et cela s'est poursuivi après leur mort», ajoute-t-il. **JUAN FR. ALONSO ■**

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

En 2024, les dix meilleures berlines

Rêver de conduire une voiture de luxe, une voiture haut de gamme ? C'est le rêve d'une vie : défier les lois de la gravité au volant d'un véhicule qui respire la nouveauté et inspire le respect. Une voiture de luxe ? C'est ce que l'on demanderait si un génie vous offrait trois vœux. Pour quelle voiture opter ? Ferrari, Lamborghini, Rolls-Royce ou Porsche... Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé, le secteur se renouvelle avec pléthore de modèles à un rythme plus soutenu qu'une Bugatti sur circuit. Ci-après les meilleures voitures de luxe en 2024. Un top 10 à consommer sans modération, pour l'amour des voitures d'exception.

1. BMW i7, LA VOITURE DE LUXE DE 2024.

Opter pour l'i7 tout électrique est vraiment fantastique. Dans l'habitacle, cette voiture est bardée de technologies et regorge d'espace. La qualité des finitions répond à cette voiture de luxe. La liste des options de l'i7 est logiquement fournie. Elle comprend un système audio Bowers & Wilkins et des sièges inclinables de style lounge. Mais le clou du spectacle à l'intérieur : l'écran 8K de 31 pouces qui se replie depuis le toit derrière les sièges avant.

2. AUDI e-TRON GT, MEILLEURE DE LUXE.

Elle avait impressionné lors de ses débuts en 2022. Elle offre toujours un intérieur magnifique, sportif et confortable ainsi qu'une accélération à vous scotcher à vos sièges. Seul bémol, la capacité limitée du coffre et des options moins généreuses que ses concurrentes. Le comportement routier de ce véhicule de très haut de gamme est exemplaire. Les amateurs de véhicules sportifs



Ci-ht, Rolls-Royce Phantom, le luxe automobile ultime. Ci-bas, Bentley Flying Spur, qui ne déroge pas à la règle. DR.

3. RANGE ROVER SPORT, MEILLEUR SUV DE LUXE.

Le Range Rover Standard a été un pionnier sur le marché des SUV de luxe mais le Range Rover Sport 2024 ajoute un élément clé qui se fait plutôt rare dans cette catégorie : le facteur plaisir. Malgré sa masse de 2,3 tonnes, il propose une conduite vraiment dynamique. Ses capacités en termes de performances et de maniabilité sont remarquables. La direction est précise, la suspension pneumatique maintient le poids de la voiture sous contrôle dans les virages. Il s'agit probablement du meilleur SUV de luxe de l'année !

4. BENTLEY FLYING SPUR, LUXE BRITANNIQUE.

Bentley est synonyme de luxe et de performance. La Flying Spur, «petite» limousine à 4 portes de la marque britannique, ne déroge pas à la règle. Cette voiture de luxe propose au choix un moteur V6 hybride rechar-



geable, un V8 de 4,0 litres ou un moteur W12 de 6,0 litres. Cette Flying Spur offre le niveau de finition le plus élevé dans l'automobile.

5. BMW M2, LE LUXE SORT DE SA BOÎTE.

La BMW M2 2024 promet des performances exceptionnelles grâce à de la puissance à revendre et une suspension réglée de façon agressive. Le caractère compact de l'habitacle et son prix élevé sont ses seuls bémols. Un retour aux sources, en quelque sorte, alors que les véhicules de luxe de

BMW ne cessent de gagner en taille. C'est tout le contraire pour cette M2, qui n'est pas faite pour les claustrophobes. La BMW M2 M2 offre des performances globales supérieures grâce à un nouveau V6 en ligne biturbo de 453 chevaux.

6. MERCEDES CLASSE S 2024, LA VALEUR SÛRE.

La Mercedes Classe S est de longue date une valeur sûre sur le segment des voitures de luxe. C'est le maître choix pour les automobilistes à la recherche d'une expérience de silence et de raffinement

impérial à bord. Sur la route on a l'impression d'avancer en lévitation, même sur les bitumes en mauvais état. Vous remarquerez à peine l'enclenchement du système start/stop.

7. PORSCHE PANAMERA, DERNIER LIFTING.

La Panamera actuelle existe depuis 2016, mais le dernier lifting en date lui a permis d'en sortir toute rafraîchie. Comme la Porsche 911, la Panamera sait progresser sans brûler les étapes. Évolution plutôt que révolution est le maître mot. À chaque mouture

la voiture de luxe s'améliore tout en douceur. Pour la Porsche Panamera 2024, par exemple, les lignes ont été adoucies sans se départir du style de la 911. Le comportement routier du véhicule de luxe a été amélioré.

8. MASERATI GRANTURISMO, À L'ITALIENNE.

La Maserati GranTurismo est la voiture de sport italienne par excellence, aussi agréable à l'œil qu'au volant. Certaines de ses rivales offrent plus de performance pour le même prix. Mais il est difficile

d'égaler le style de cette voiture de luxe italienne. La Maserati GranTurismo 2024 est sans conteste l'une des voitures haut de gamme les plus enivrantes du marché, avec ses courbes classiques de voiture de sport italienne et la puissance et le raffinement exigé par le conducteur de 2024. C'est le modèle idéal lorsqu'on cherche une voiture de luxe qui doit faire de la route en ayant des capacités supérieures à la moyenne.

9. MERCEDES EQE, VOITURE DE LUXE ÉLECTRIQUE.

La Mercedes EQE est fort semblable à la splendide EQS, la version électrique de la Classe S. Ce modèle bénéficie de niveaux similaires de luxe et d'innovation que sa sœur, mais dans un véhicule de luxe plus compact, mais aussi plus abordable. Idéal pour bénéficier du confort royal de Mercedes. Sans surprise, ce véhicule de luxe électrique est bardé de technologies de confort et de sécurité.

10. ROLLS-ROYCE PHANTOM : LE LUXE AUTOMOBILE ULTIME.

Il ne fait aucun doute que la Phantom est une voiture incroyable. Après tout, s'il y a bien une marque qui est synonyme de voitures de luxe, c'est Rolls ! La Rolls-Royce Phantom est propulsée par un moteur essence V12 de 6,75 l. Il produit la bagatelle de 563 chevaux, pour un couple de 900 Nm. De quoi offrir une vitesse de pointe de 250 km/h. Le sprint 0 à 100 km/h est effectué en 5,3 secondes, malgré le poids du véhicule de luxe. Sur la route, la Phantom est divinement silencieuse et confortable, ce qui est tout sauf une surprise. Si vous avez le privilège de vous asseoir dans le siège du conducteur, vous profiterez de fonctionnalités qui feront que vous ne voudrez plus en sortir !

avec AGENCES ■

En hommage au Saint Patron des Amoureux

Elle est célébrée dans le monde le 14 février de chaque année comme jour de l'amour. Une fête que certains attendent avec impatience et à laquelle d'autres accordent peu d'intérêt. Si, en France par exemple, cette journée reste toujours plus ou moins anecdotique, dans d'autres pays, il s'agit d'une véritable tradition. Impossible d'échapper aux ballons et bouquets de fleurs dans les supermarchés américains, ou de rester à la maison en Asie. Le rouge et le rose habillent les rues et les couples ne sont pas les seuls invités à la fête. Même les célibataires peuvent profiter des célébrations, entre amis, avec leur animal ou tout simplement en solo.

Cette journée tiendrait son nom de Valentin de Terni, un prêtre italien qui vécut au III^{ème} siècle. Alors que l'empereur romain Claude II le Gothique interdisait à ses soldats de se marier pour qu'ils restent concentrés sur leurs batailles, le prêtre célébrait, lui, dans le plus grand des secrets, les unions de ces couples interdits. Une fois découvert, Valentin de Terni fut mis en prison. La légende raconte qu'il serait alors tombé sous le charme de la fille du préfet. Un amour si fort que la jeune femme aveugle aurait retrouvé la vue. Le préfet et sa famille se seraient alors convertis au christianisme, provoquant la colère de l'empereur. Claude II aurait ordonné l'exécution du prêtre, tué un 14 février et qui aurait adressé à sa bien-aimée une ultime lettre signée « Ton Valentin ». Mais l'histoire de la Saint-Valentin reste ouverte à d'autres interprétations. Il se dit aussi que l'Eglise Chrétienne aurait utilisé l'histoire de Valentin de Terni pour combattre une tradition libertine durant l'Antiquité romaine. Le 15 février se tenait en effet les fêtes païennes Lupercalia durant lesquelles avaient lieu des sacrifices d'animaux, des danses où les hommes étaient à demi nus et où les femmes finissaient fouettées sur le ventre... Lorsque le pape Gélase I^{er} prit son poste à la tête de l'Eglise catholique,



Ce jour de fête des amoureux vient finalement de la Rome Antique et... de l'Eglise catholique. DR.

il décida d'interdire ce qu'il considérait être de la débauche. Pour convaincre les Romains de ne plus y participer, il aurait décidé d'organiser sa propre fête, la veille, et aurait choisi l'histoire de Valentin de Terni pour les convaincre. Il faudra toutefois attendre plus de 1000 ans pour que ce dernier soit officiellement désigné Saint Patron des amoureux, sous le pontificat du pape Alexandre VI. Certains écrits détaillent également le jour où la première carte de Saint-Valentin aurait été envoyée. Charles, duc d'Orléans, fait prisonnier par Henri V d'Angleterre après la bataille d'Azincourt en 1415, écrivit sa lettre d'amour à sa promise, la princesse Marie de Clèves, alors qu'il était enfermé dans la Tour de Londres. « Je suis déjà malade d'amour, ma très douce Valentine », lui adressa-t-il. C'est finalement dans les années 1950 que la fête est devenue celle que l'on connaît aujourd'hui, portée notamment par les marques et fabricants de chocolat. Comment ce jour est-il

fêté dans le monde en hommage au Saint Patron des amoureux ? Aux États-Unis, la fête moderne est associée aux cartes de vœux Hallmark, aux images de Cupidon et aux cadeaux. La tendance est la même ailleurs aussi, mais il y a également une multitude d'autres façons de célébrer ce jour à travers le monde. Ces six traditions de la Saint-Valentin, anciennes et nouvelles, sont parmi les plus douces et les plus surprenantes.

1. Corée du Sud : pas seulement la Saint-Valentin. Pour les jeunes couples sud-coréens, la Saint-Valentin est très spéciale, mais ce n'est que l'un des nombreux événements dédiés à l'amour. Le 14 février, ce sont les femmes qui offrent des cadeaux aux hommes, composés de fleurs classiques, de chocolats et de bonbons. Les hommes rendent la pareille le 14 mars, jour connu sous le nom de « White Day ». Les célibataires ne sont pas en reste non plus, bien que la journée qui leur est consacrée ait une touche plus amère.

Le 14 avril, connu sous le nom de « Black Day », les célibataires se réunissent avec leurs amis pour manger des nouilles noires de jajangmyeon, et certains portent même du noir pour pleurer leur statut de célibataire. Puis, la Corée du Sud recentre une fois de plus l'attention sur l'amour avec le 14 juin, la « Journée des baisers ».

2. Nouvelles et anciennes traditions italiennes. Il y a longtemps, les Italiens célébraient la Saint-Valentin dans le cadre de la Fête du Printemps. Les amoureux se rassemblaient dans les jardins, lisant de la poésie et se partageant les uns les autres les plaisirs de la musique. Une autre tradition italienne encourageait les jeunes filles célibataires à se réveiller tôt : on disait que le premier homme aperçu avant l'aube deviendrait leur mari dans l'année. L'Italie célèbre désormais la Saint-Valentin de manière plus moderne. Les couples planifient des dîners romantiques et s'offrent presque toujours des cadeaux Baci

Perugina, un bonbon italien à base de noisettes enrobées de chocolat. L'emballage des bonbons contient même une citation romantique en quatre langues différentes.

3. Lettre d'amour en Afrique du Sud. À ce jour, les femmes d'Afrique du Sud suivent toujours cette ancienne tradition romaine de Lupercalia qui a tout déclenché. À l'occasion de la Lupercalia, de nombreuses femmes sud-africaines se munissent d'un stylo et de papier, pour écrire le nom de la personne qui les intéresse et l'épingler à leur manche. Bien plus direct qu'une lettre d'amour ! D'ailleurs, il s'agit là de l'origine de l'expression « une femme qui porte son cœur sur sa manche ». Il est courant que les hommes découvrent un admirateur secret ce jour-là.

4. Fêtes de l'amour dans la culture chinoise. Les personnes d'origine chinoise du monde entier célèbrent la Saint-Valentin avec des fleurs, des

chocolats et des petits cadeaux. Mais le 14 février n'est pas le jour principal de la romance dans la culture chinoise. La Saint-Valentin est éclipsée par le Festival Qixi du mois d'août, qui célèbre un couple étoilé de la mythologie chinoise. Il est également connu sous le nom de Double Seven Festival. D'autres festivals dédiés à l'amour en Chine, à Taiwan et à Singapour incluent le Festival de la lanterne pendant le Nouvel An lunaire et le Festival de Shangsi, un peu moins connu.

5. Semaine de la douceur en Argentine. La Saint-Valentin en Argentine a lieu le 14 février et les Argentins la célèbrent de la même manière que les autres pays. Cependant, pour les Argentins, cette journée spéciale de février n'est que le précurseur d'une célébration bien plus longue, connue sous le nom de « Semaine de la douceur ». La Semaine de la douceur, qui n'est née qu'en 1989, a lieu en juillet. Pendant cette semaine de la douceur, les amis et les amoureux échangent des baisers et des bonbons. Les festivités se terminent par le « jour de l'amitié », lorsque les relations amicales de toutes sortes sont célébrées et appréciées. L'Argentine n'est pas le seul pays à célébrer des amitiés non romantiques lors d'une journée spéciale. Le 14 février est connu comme la Journée des amis en Finlande et en Estonie, par exemple.

6. Notes un peu mystères au Danemark. La Saint-Valentin est une célébration assez récente au Danemark, qui, en réalité, remonte à peine aux années 1990. Les Danois peuvent remercier le supermarché Netto pour la tradition. C'est lui qui a commencé à vendre des produits avec un thème romantique au cours du mois de février. De nos jours, les jeunes Danois offrent des fleurs printanières appelées perce-neige avec des notes anonymes appelées « gaekkebrev ». Si leur destinataire devine correctement qui a envoyé la note, ils reçoivent un œuf de Pâques en bonbon à la fête de Pâques. avec AGENCES ■



Que faire face à la guerre des écrans

A l'approche de la fête des amoureux, célébrée le 14 février, en France, l'entreprise de sex-toys Lelo a demandé à l'Ifop de questionner les Français sur leur sexualité. Une étude qui met en lumière une tendance intrigante. Plus d'un quart des 18-24 ans n'ont eu aucun rapport au cours de l'année écoulée. Un désintérêt pour le sexe qui a de multiples causes. Les Français font de moins en moins l'amour. C'est ce qu'affirme cette étude rendue publique lundi 12 février 2024. Ainsi, le nombre de personnes ayant eu un rapport au cours des 12 derniers mois n'a jamais été aussi faible en cinquante ans : 76% en moyenne, soit une baisse de 15 points par rapport à la dernière grande enquête sur les comportements des Français conduite en 2006. Une tendance à la baisse qui affecte autant les hommes (78%, contre 93% en 2006) que les femmes (74%, contre 89% en 2006). Voilà peut-être un début de réponse quant aux causes de la chute historique des naissances enregistrée en France en 2023. S'il faut bien



En France, plus d'un quart des jeunes de 18-24 ans n'ont pas eu un seul rapport au cours de l'année écoulée. DR.

sûr relativiser le lien entre sexualité et procréation dans un pays à forte prévalence contraceptive, cette question se pose néanmoins quand on voit par exemple que les États-Unis affiche des taux pré-occupants en matière d'activité sexuelle comme de natalité. La France n'échapperait donc pas au phénomène de récession sexuelle («The Sex Recession») observé ces dernières

années - notamment chez les jeunes - dans différentes enquêtes menées au pays de l'Oncle Sam, mais aussi au Royaume-Uni ou en Finlande.

ÉCRANS INCRUSTÉS SOUS LA COUETTE. Car c'est bien là que le bât blesse : cette récession concerne tout particulièrement les moins de 25 ans. Selon l'Ifop, plus d'un quart des jeunes

de 18-24 ans initiés sexuellement (c'est-à-dire ayant déjà couché avec un tiers ne serait-ce qu'une fois dans leur vie) admettent n'avoir eu aucun rapport sexuel au cours de l'année écoulée, soit cinq fois plus qu'en 2006. Cette tendance est là aussi très similaire à celle observée Outre-Atlantique : la General Social Survey montrant une explosion du nombre d'inactifs sexuels

au cours des douze derniers mois chez les jeunes de 18 à 29 ans en général (23% en 2018, contre 8% en 2008) et chez les hommes de 18-24 ans en particulier (31% en 2018, contre 19% en 2008). Et, Outre-Rhin, une étude a constaté la même augmentation de l'inactivité sexuelle chez les Allemands âgés de 18 à 30 ans. Les abstinentes depuis au moins un an ayant été multiplié par 3

entre 2005 (7,5%) et 2016 (20,3%). En outre, quand les Français se décident enfin à passer en position horizontale, ils ne sont plus que 43% à reconnaître avoir, en moyenne, un rapport sexuel par semaine, alors qu'ils étaient 58% en 2009. Et cet indicateur montre lui aussi que les jeunes ont une activité sexuelle relativement faible par rapport aux autres

générations : 52% seulement des jeunes (initiés) de moins de 25 ans ont en moyenne un rapport sexuel par semaine, ce qui est nettement en deçà des personnes âgées de 25 à 50 ans.

Si les causes de cette récession sexuelle sont multiples (désintérêt de plus en plus marqué pour le sexe, valorisation de l'abstinence et de l'asexualité...), les loisirs numériques (TV, réseaux sociaux, jeux vidéo, porno en ligne...) sont en grande partie pointés du doigt et sont devenus des concurrents redoutables. De fait, lorsque l'Ifop interroge les jeunes de moins de 35 ans vivant en couple sous le même toit, la moitié des hommes (50%, contre 42% des femmes) reconnaissent avoir déjà évité un rapport sexuel pour regarder une série Netflix. Et on retrouve cette concurrence des écrans sur le sexe pour d'autres loisirs comme les jeux vidéo - préférés au sexe par 53% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple - ou les réseaux sociaux de partage de photos ou de vidéos (préférés au sexe par 48% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple).

VIRGINIE FAUROUX ■

Dopamine ou Ocytonine ?

Toucher, caresser, regarder... tels sont les maîtres-mots de la «karezza», une pratique sexuelle dans laquelle l'atteinte de l'orgasme n'est pas la priorité. De l'italien karezza», signifiant «caresses», cette méthode place au cœur des rapports sexuels les préliminaires comme les caresses, les baisers, les massages et les câlins. Alors qu'un orgasme stimule la dopamine, la molécule du plaisir, la «karezza» libère de

l'ocytocine, hormone de l'amour ou de l'attachement. «C'est un état d'esprit assez libre, affirme Julien Avrameas, sexologue et sexothérapeute. Les caresses ont des effets puissants et une vertu érotique insoupçonnée» et elles aident souvent à installer une forme de tension qui permet au couple de renforcer ses liens. L'objectif ? Prendre son temps lors de l'acte sexuel, contrôler l'orgasme pour faire durer le plaisir et en augmenter l'intensité, et ainsi être en communion avec son partenaire. La méthode permet de mobiliser tous les

sens et d'explorer de nouvelles sensations à travers différentes parties du corps. Cela consiste à s'attarder sur la tendresse et la douceur plus que sur la pénétration.

«C'est quelque chose que certains couples font déjà naturellement, sans en donner un nom. Toute pratique qui a un nom va avoir l'avantage d'ouvrir le dialogue sur la sexualité, notamment sur le consentement et le respect, mais aussi de poser des règles dans la relation», assure le sexologue. Dans une société où tout est accéléré, faire l'amour peut parfois

devenir automatique, la karezza permet de (re)découvrir le corps de l'autre et de rapprocher les couples qui ont pris pour habitude d'automatiser le sexe.

COMMENT DONC Y ALLER ? Pour profiter pleinement des bénéfices de cette méthode, il est recommandé de pratiquer la karezza avec un partenaire de confiance, et pas un amant de passage, afin que vous puissiez vous laisser aller au maximum. Vous devez absolument être tous les deux d'accord pour expérimenter cette pratique sexuelle. Il s'agit

tout de même de se retenir un minimum, alors autant s'accorder sur ce point. Vous devez ensuite établir des règles, en fonction des préférences de chacun : définir où vous souhaitez être caressé et les zones où vous ne voulez pas être touché. Une fois en place avec votre partenaire, il n'y a pas de recette miracle ! Les gestes sont simples. L'objectif est avant tout de partir à l'aventure pour découvrir les moindres recoins du corps de l'autre. L'important, finalement, c'est de vous connecter à l'autre et de vivre,

intensément, l'instant présent. Le tout, c'est de ne pas craquer, essayez de garder cette ambiance hors du temps pendant au moins vingt minutes pour réellement vous connecter à votre partenaire. Globalement, toutes les positions qui ressemblent de près ou de loin à la cuillère sont d'excellents points de départ. Mais, laissez place à votre imagination et à vos envies. Pour autant, il ne faut pas redouter l'orgasme lorsqu'on expérimente la karezza. Si ce n'est pas le but ultime, il peut tout de même survenir. Évidemment,

cette communion avec l'autre peut aboutir à un rapport sexuel, en pleine conscience. Cette méthode permet donc de s'affranchir de tous les diktats sexuels : elle mise sur la sensualité pour rentrer en osmose avec son partenaire. Une autre façon, donc, de penser le plaisir. Dans la même logique, il existe le «slow sex où le partenaire prend son temps dans la pénétration» et le tantrisme «qui, au terme d'un long processus de méditation, permet d'atteindre l'extase de l'esprit et du corps», conclut le sexologue.

Robert Badinter : la maîtrise fine de l'écriture du discours

La mort de Robert Badinter s'est accompagnée de très nombreux hommages, dessinant le portrait d'un homme faisant l'unanimité en France. Parmi les multiples prises de position de ce grand homme, défenseur infatigable des libertés publiques, son combat victorieux pour l'abolition de la peine de mort, mené en tant que Garde des sceaux de François Mitterrand, restera sans doute comme le plus emblématique. Le discours qu'il prononça à l'Assemblée nationale, le 17 septembre 1981 au débat du projet de loi portant sur l'abolition de la peine de mort, a fait date. Les mots prononcés pour en finir avec la peine de mort relèvent aussi de l'art oratoire. « Ça n'était pas une question d'argumentation » ; ce discours n'avait « pas le caractère d'une plaidoirie », explique-t-il. L'enjeu de sa prise de parole dépassait donc le simple fait de réussir à convaincre, mais qu'il fallait qu'elle soit à la hauteur de l'événement, et de la transformation qu'elle allait entraîner dans la société française. Il est très intéressant, pour un analyste du discours, d'écouter les mots de l'orateur à propos de l'éloquence. S'il considère notamment « la parole comme outil », s'il estime qu'il n'y a « pas de grands avocats, mais de grandes causes », il livre néanmoins en creux une définition du discours et de ses pratiques. Emotions et raison : une argumentation millimétrée. Dans ses analyses de l'art oratoire, Robert Badinter estime qu'« une émotion ressentie ne peut être communiquée que si l'expression en est toujours en deçà plutôt qu'au-delà ». Cela nécessite une maîtrise fine de l'écriture du discours, en particulier en ce qui concerne la dimension pathétique. Selon le linguiste Marc Bonhomme, le terme de pathos « désigne les effets émotionnels et passionnels produits



Robert Badinter. DR.

par un discours sur le public. Il comporte à la fois une dimension socio-discursive (émotion partagée par plusieurs individus), interactive (émotion communiquée entre énonciateurs (s) et énonciataire (s) et dynamique (émotion construite au moyen du langage) ». Lorsque l'on considère le discours pour l'abolition de la peine de mort, on peut considérer que le sujet se prête à un partage d'émotion par une large audience, au-delà de l'Hémicycle. À travers le choix de certains extraits, nous allons nous attarder sur la dimension pathétique de cette allocution, c'est-à-dire sur l'émotion créée par la combinaison des trois dimensions décrites précédemment. Leur combinaison habile permet à l'orateur de parler au groupe et aux individus dans un même mouvement. « La mort et la souffrance des victimes, ce terrible malheur, exigeraient comme contrepartie nécessaire, impérative, une autre mort et une autre souffrance. À défaut, déclarait un ministre de la Justice récent, l'angoisse et la passion suscitées dans la société par le crime ne seraient pas apaisées. Cela s'appelle, je crois, un sacrifice expiatoire. (...) Malheur de la victime elle-même et, au-delà, malheur de ses parents et de ses proches. Malheur aussi des parents du criminel. Malheur enfin, bien souvent, de l'assassin. Oui, le crime est malheur, et il n'y a pas un homme, pas une femme de cœur, de raison, de responsabilité, qui ne souhaite d'abord le

combattre. Mais ressentir, au profond de soi-même, le malheur et la douleur des victimes, mais lutter de toutes les manières pour que la violence et le crime reculent dans notre société, cette sensibilité et ce combat ne sauraient impliquer la nécessaire mise à mort du coupable. Que les parents et les proches de la victime souhaitent cette mort, par réaction naturelle de l'être humain blessé, je le comprends, je le conçois. Mais c'est une réaction humaine, naturelle. Or tout le progrès historique de la justice a été de dépasser la vengeance privée. Et comment la dépasser, sinon d'abord en refusant la loi du talion ? »

MOBILISER LE PATHOS, JOUER SUR LES ÉMOTIONS.

Ici, les termes comme souffrance, malheur, angoisse, passion, ou sensibilité, qui sont répétés voire martelés, délivrent un effet émotionnel portant l'auditeur à engager sa sensibilité, et à réagir non seulement avec sa raison, mais aussi avec son cœur. On peut relever que ce terme est utilisé sept fois au cours de la prise de parole, dans laquelle il salue d'ailleurs la capacité de Jean Jaurès à allier « l'éloquence du cœur et l'éloquence de la raison ». Concernant l'appel au groupe, le recours au « progrès historique de la justice » par exemple, ancre le propos dans un contexte historique plus large que le ressenti des émotions. Ce qui est intéressant, c'est que cette émotion est mise au service d'un procédé rhétorique que le linguiste Raphaël Michelli a mis en

évidence dans ses analyses des débats abolitionnistes. Celui-ci relève une analogie, dénoncée par Badinter, que l'on peut formuler comme suit : la sanction du crime que prononce la justice est à la société ce que la vengeance privée est à « l'être frappé dans sa sensibilité ». Le Garde des sceaux s'attache à rendre cette analogie inacceptable. Il montre qu'on ne peut considérer la justice comme recouvrant les caractéristiques de la vengeance, ni mettre sur le même plan la société et la victime : la société dans son ensemble ne doit pas raisonner comme un seul être meurtri. On trouve ici un écho à une autre formule de Robert Badinter, qui insiste sur la « nécessité que celui qui vous écoute ne soit jamais étranger à ce que vous dites ». Le procédé de l'analogie contribue pleinement à construire ce lien. Pour cela, Robert Badinter mobilise le pathos, joue sur les émotions, mais il procède aussi d'une rhétorique rigoureuse pour donner de la consistance à son argumentation, tout en gardant une proximité avec son auditoire. Cela s'intègre à une seconde dimension, la dimension relationnelle et interactive du discours. L'éloquence est « toujours une relation, jamais un discours ». Pour Badinter, l'éloquence, qu'il entend comme étant l'art de séduire et de convaincre, est « toujours une relation, jamais un discours ». Il explique en effet que le discours est unilatéral, alors que c'est la prise en compte constante de ce que l'autre ressent qui importe. Pour préciser ce dont il est question ici, rappelons que dans la triade éthos/logos/pathos proposée par Aristote pour expliquer l'art de la rhétorique, éthos et pathos permettent de persuader, le logos (discours rationnel), de convaincre. Pour convaincre, donc, Robert Badinter s'appuie bien également sur le logos, dans lequel il s'agit de faire « le choix d'arguments appro-

priés à la situation ». Il est donc question de l'adaptation à son public, et de l'anticipation sur ce qui pourra le convaincre. Pour cela, l'orateur prend explicitement en compte les avis opposés aux siens, pour les discuter et les nuancer, non pas de manière frontale, mais avec une beaucoup de finesse et de diplomatie : « Il s'agit bien, en définitive, dans l'abolition, d'un choix fondamental, d'une certaine conception de l'homme et de la justice. Ceux qui veulent une justice qui tue, ceux-là sont animés par une double conviction : qu'il existe des hommes totalement coupables, c'est-à-dire des hommes totalement responsables de leurs actes, et qu'il peut y avoir une justice sûre de son infailibilité au point de dire que celui-là peut vivre et que celui-là doit mourir ». Badinter a manifesté un engagement de longue date, en tant qu'avocat, sur la question de la peine de mort : sa défense de Roger Bontems, puis de Patrick Henry, ont en effet façonné son combat. Et, comme il l'a raconté par la suite et comme on le ressent dans son discours, l'exécution de Roger Bontems, à laquelle il assista en 1972, le marque à jamais. La réfutation se fait à la fois par la démonstration logique, mais elle est introduite par une touche personnelle appuyant sur l'expérience de l'orateur : « À cet âge de ma vie, l'une et l'autre affirmations me paraissent également erronées. Aussi terribles, aussi odieux que soient leurs actes, il n'est point d'hommes en cette terre dont la culpabilité soit totale et dont il faille pour toujours désespérer totalement. Aussi prudente que soit la justice, aussi mesurés et angoissés que soient les femmes et les hommes qui jugent, la justice demeure humaine, donc faillible ». Cette dimension faillible peut prendre la forme de « l'erreur judiciaire absolue, quand, après une exécution, il se

révèle, comme cela peut encore arriver, que le condamné à mort était innocent ». Mais elle peut aussi se traduire par « l'incertitude » et « la contradiction des décisions rendues » : différentes cours ou différents magistrats peuvent rendre des verdicts différents pour des mêmes faits et affaires. On voit bien ici, à la suite de Raphaël Michelli, que « dans son argumentation, il (Robert Badinter) cherche à débarrasser l'orateur abolitionniste d'un éthos humaniste naïf, aveuglé par sa foi en l'homme ». Il se crédite en effet d'un éthos de logique et d'évidence, qui assoit l'argumentation, et anticipe sur les discours antagonistes et les objections. On peut ainsi dire que Robert Badinter réussit son pari en « coupant l'herbe sous le pied » de ses contradicteurs. « La vérité est que, au plus profond des motivations de l'attachement à la peine de mort, on trouve, inavouée le plus souvent, la tentation de l'élimination. Ce qui paraît insupportable à beaucoup, c'est moins la vie du criminel emprisonné que la peur qu'il récidive un jour. Et ils pensent que la seule garantie, à cet égard, est que le criminel soit mis à mort par précaution. Ainsi, dans cette conception, la justice tuerait moins par vengeance que par prudence. Au-delà de la justice d'expiation, apparaît donc la justice d'élimination, derrière la balance, la guillotine. L'assassin doit mourir tout simplement parce que, ainsi, il ne récidivera pas. Et tout paraît si simple, et tout paraît si juste ! Mais quand on accepte ou quand on prône la justice d'élimination, au nom de la justice, il faut bien savoir dans quelle voie on s'engage. Pour être acceptable, même pour ses partisans, la justice qui tue le criminel doit tuer en connaissance de cause. (...) Je m'en tiens à la justice des pays qui vivent en démocratie. Enfoui, terré, au cœur même de la justice d'élimination, veille le racisme

secret. (...) Depuis 1965, parmi les neuf condamnés à mort exécutés, on compte quatre étrangers, dont trois Maghrébins. Leurs crimes étaient-ils plus odieux que les autres ou bien paraissaient-ils plus graves parce que leurs auteurs, à cet instant, faisaient secrètement horreur ? C'est une interrogation, ce n'est qu'une interrogation, mais elle est si pressante et si lancinante que seule l'abolition peut mettre fin à une interrogation qui nous interpelle avec tant de cruauté ». Le passage commence par entrer en dialogue avec les tenants de l'« attachement à la peine de mort », cette « conception », ses « partisans ». Il argumente en lien avec la vengeance, la prudence, et l'élimination, mais surtout il parvient à réorienter la discussion vers « une interrogation qui nous interpelle » : cette formulation ne pourrait pas être davantage orientée vers le dialogue, et pourtant elle procède d'une habileté à faire le lien entre élimination et racisme, et donc à mettre en cause les jugements moraux au regard de l'origine des condamnés. On retrouve bien ce que le sociologue Francis Chatauraynaud appelle la « reprise dialogique des arguments adverses ». Ici, Robert Badinter met en lien des arguments et des valeurs, et fait le lien entre l'abolition et des valeurs de gauche : il met en discussion les doctrines, les arguments, et positionne son argumentation de manière juste et efficace. Conclusion : les mots ont un sens, qui se partage, dans une certaine mesure. Si Robert Badinter en réfère à la fois au cœur et à la raison des députés, c'est qu'il s'est livré, dans son discours, à une argumentation pleine et totale : captivant l'auditoire par les émotions, il a mis ce recours aux affects au service d'une logique implacable et d'une démonstration précise, qui entre en dialogue avec les objections et réfutations potentielles.

Il avance ses pions

L'armée russe est-elle en train d'imposer sa loi en Ukraine? Avec le débat à Washington et la quasi absence d'engagement de l'Europe aux côtés de Kiev malgré les déclarations qui sont faites, la situation paraît plus compliquée pour l'Ukraine, Moscou travaillant à avancer ses pions. Au Congrès américain, les Républicains hésitent sinon s'opposent à autoriser plus de fonds pour l'Ukraine alors que la présidentielle américaine et le match retour Biden-Trump apparaissent de plus en plus à l'horizon. Certes, le président américain Joe Biden a dit à son homologue Volodymyr Zelensky sa «confiance» dans la poursuite de l'aide militaire américaine mais samedi 17 février, la Russie a affirmé avoir pris le «contrôle total» de la ville d'Avdiïvka dans l'Est de l'Ukraine après le retrait des soldats de Kiev de cette cité industrielle, épicentre des combats depuis des mois. Selon le ministère russe de la Défense, le ministre Sergueï Choïgou a informé samedi au Kremlin Vladimir Poutine de la capture de cette ville qui était «un



À g., le Russe Vladimir Poutine. À dr., l'Ukrainien Volodymyr Zelensky. DR.

puissant nœud défensif des forces armées ukrainiennes». Cette victoire renforce sans aucun doute les positions russes en Ukraine même si pour l'Ukraine, le départ de ses forces d'Avdiïvka est un «recul stratégique». Partir d'Avdiïvka est «une décision juste» pour «sauver le plus de vies possibles», a déclaré samedi 17 février le président ukrainien à la tribune de la Conférence de Munich sur la sécurité.

MOSCOU PLANTE SON DRAPEAU.

«Rester à Avdiïvka n'avait aucun intérêt sur le plan militaire (pour l'Ukraine). Parce que la pression russe était extrêmement importante. La ville est quasiment détruite,

34.000 habitants avant-guerre et il reste à peine 900 habitants qui sont terrés dans les sous-sols. Militairement, il était donc préférable de se retirer quelques kilomètres en arrière, quitte à effectivement laisser la ville aux mains des Russes et en quelque sorte donner une victoire à la Pyrrhus à Vladimir Poutine. L'armée ukrainienne a réussi à retarder pendant de nombreux mois puisque la bataille d'Avdiïvka a commencé en octobre de l'année dernière. Ça a permis d'user énormément les forces russes, mais effectivement, rester sur place aurait signifié des pertes. Sans avoir un gain réel sur le plan tactique. Donc, le nouveau chef d'état-major de l'armée ukrainienne qui vient

d'être nommé a pris finalement la décision la plus raisonnable en termes militaires. C'est un retrait tactique qui ne signifie pas pour autant que les Russes remportent une victoire magistrale (même si c'est une victoire symbolique pour la Russie) parce que les Russes vont en réalité conquérir un tas de ruines», à en croire les commentaires du général français Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la Revue Défense nationale. Ce retrait tactique permet aux Russes de planter le drapeau dans un centre-ville complètement détruit et effectivement de servir la propagande poutinienne. Mais une propagande qui finalement n'aura pas beaucoup d'impact en dehors

bien sûr de l'opinion publique russe, dont on sait qu'elle est conditionnée par la propagande du Kremlin. La saisie d'Avdiïvka après des mois de combats signifie aussi que l'armée russe a peu de capacité pour exploiter cet avantage. C'est-à-dire que sur un front continu, où certes l'artillerie russe est plus puissante que l'artillerie ukrainienne, le Kremlin n'a pas les moyens de relancer, en tout cas pour les semaines à venir, une offensive majeure, comme il l'avait fait il y a bientôt trois ans.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeurs associés
Yves Soda.
Christophe Dandy Lukeba.

RÉDACTION
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.



Mort en prison de l'opposant russe Navalny

Alexeï Navalny est mort vendredi 16 février dans la prison de l'Arctique où il purgeait une peine de dix-neuf ans. «Le 16 février 2024, dans le centre pénitentiaire n°3, le prisonnier Alexeï Navalny s'est senti mal après une promenade», a indiqué le FSIN de la région arctique de Yamal dans un communiqué. «Tous les gestes de réanimation nécessaires ont été pratiqués mais n'ont pas donné de résultat positif. Les médecins urgents ont constaté la mort du patient. Les causes de la mort sont en train d'être établies», est-il précisé. Âgé de 47 ans, l'opposant condamné pour «extrémisme», séjournait dans une colonie pénitentiaire reculée de l'Arctique, dans des conditions très difficiles. Ses multiples procès avaient été largement dénoncés comme politiques et une manière de le punir pour son opposition à Vladimir Poutine

qui a été informé du décès, selon son porte-parole Dmitri Peskov. Lors de diverses audiences à des procès auxquels il participait par vidéo ces derniers mois, ce grand blond au regard bleu perçant apparaissait amaigri et vieilli. Il avait enchaîné les problèmes de santé liés à une grève de la faim et à l'empoisonnement dont il avait été victime en 2020 et auquel il avait survécu miraculeusement. Dans son procès, il a fustigé «la guerre la plus

stupide et la plus insensée du XXIème siècle», évoquant l'assaut russe contre l'Ukraine. Dans ses messages en ligne, il ironisait sur les brimades que l'administration carcérale lui faisait subir. Dans un message le 1er février diffusé par son équipe sur les réseaux sociaux, il avait appelé à des manifestations partout en Russie lors de la présidentielle prévue du 15 au 17 mars et qui doit permettre à Vladimir Poutine de se maintenir au pouvoir.

du Conseil Constitutionnel qui a annulé la veille le report du 25 février au 15 décembre 2024 de la présidentielle.

Au Sénégal, Macky Sall s'en mord les doigts

Désavoué par la Conseil Constitutionnel qui a annulé son arrêt de repor-

ter la présidentielle, le président sénégalais Macky Sall qui s'était placé en tête de la défense de la démocratie à

la Cédéao, est hué dans les rues à Dakar. L'UE a appelé vendredi «toutes les parties» au Sénégal à respecter l'arrêt

du Conseil Constitutionnel qui a annulé la veille le report du 25 février au 15 décembre 2024 de la présidentielle.